

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AMERIQUE LATINE  
ET LES CARAIBES - CEPALC



Distr.  
GENERAL

LC/G.1610  
LC/CAR/G.292  
26 avril 1990

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

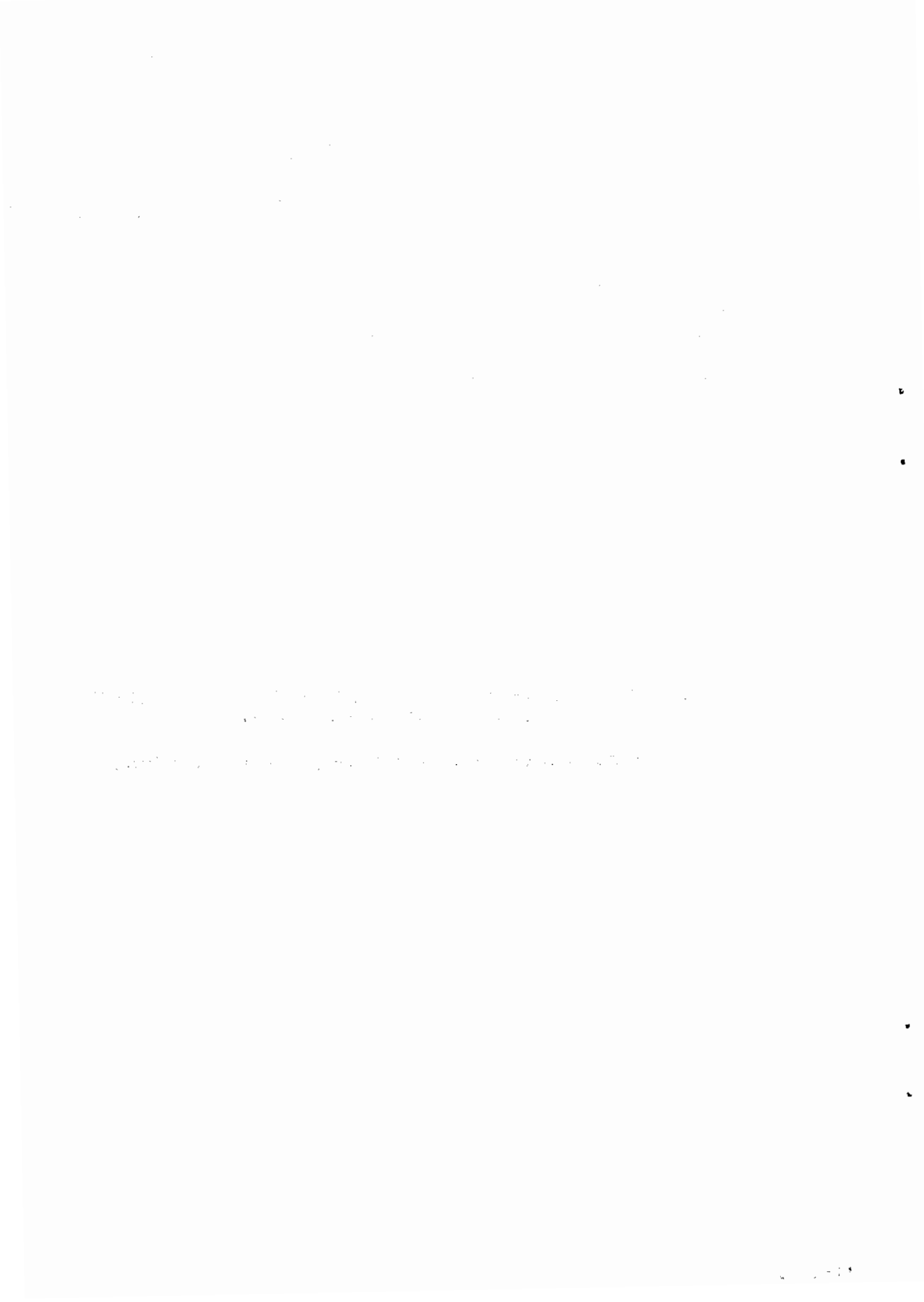
---

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE  
ET LES CARAIBES  
Siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes

COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION DES CARAIBES

RAPPORT DE LA DOUZIEME SESSION DU COMITE DE DEVELOPPEMENT  
ET DE COOPERATION DES CARAIBES

(Curaçao, Antilles néerlandaises, 4-8 décembre 1989)

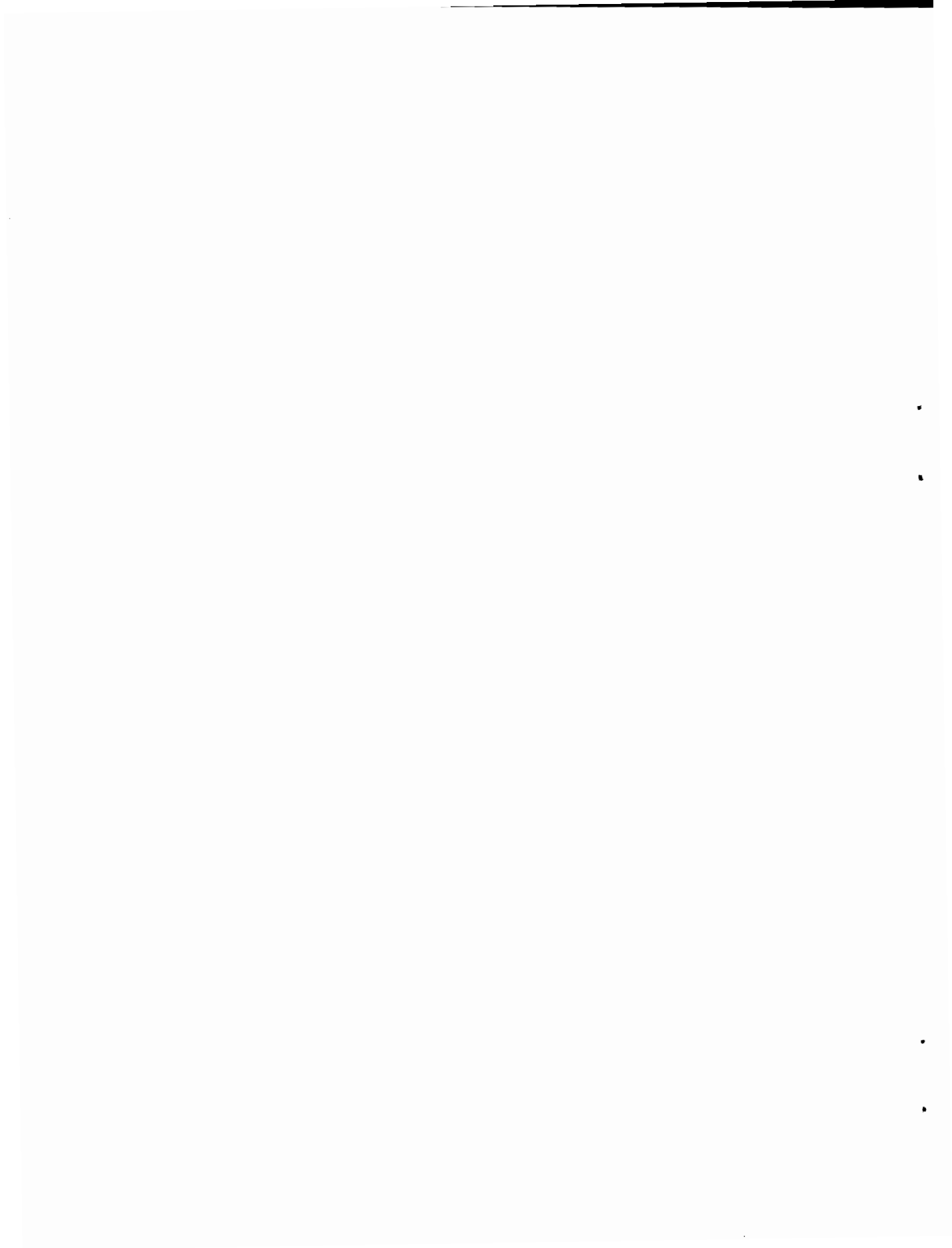


## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
SECTION I - RESUME DES DECISIONS ET DES RECOMMANDATIONS . . . . .	1
Point 5 de l'ordre du jour - Mise en oeuvre du programme de travail du CDCC pour 1988-1989, incluant la suite donnée aux résolutions du CDCC ainsi que celles de la CEPALC et d'autres organismes des Nations Unies ayant des conséquences pour le CDCC . . . . .	1
Point 6 de l'ordre du jour - Rôle et fonctionnement du CDCC .	5
Points 7 à 9 de l'ordre du jour - Programme de travail du CDCC pour la première partie de l'exercice biennal 1990-1991; Programme de travail du siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes pour l'exercice biennal 1992-1993; Plan au moyen terme des Nations Unies (1992-1997) . . . . .	6
Point 10 de l'ordre du jour - Mise sur pied d'un secrétariat permanent pour le Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST) . . . . .	6
Point 11 de l'ordre du jour - Questions diverses . . . . .	6
Point 12 de l'ordre du jour - Lieu et date de la treizième session du CDCC . . . . .	6
Point 13 de l'ordre du jour - Examen et adoption du rapport .	7
SECTION II - ORGANISATION DES TRAVAUX . . . . .	9
Participants . . . . .	9
Point 1 de l'ordre du jour - Ouverture de la réunion . . . . .	10
Point 2 de l'ordre du jour - Election du bureau . . . . .	10
Point 3 de l'ordre du jour - Allocutions . . . . .	10
Point 4 de l'ordre du jour - Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux . . . . .	13
Point 13 de l'ordre du jour - Examen et adoption du rapport .	14

	<u>Page</u>
SECTION III - RESUME DES DEBATS . . . . .	15
Point 5 de l'ordre du jour - Mise en oeuvre du programme de travail du CDCC pour 1988-1989, incluant la suite donnée aux résolutions du CDCC ainsi que celles de la CEPALC et d'autres organismes des Nations Unies ayant de conséquences pour le CDCC . . . . .	15
Point 6 de l'ordre du jour - Rôle et fonctionnement du CDCC .	27
Points 7 à 9 de l'ordre du jour - Programme de travail du CDCC pour la première partie de l'exercice biennal 1990-1991; Programme de travail du siège sous-régional de la CEPALC pour l'exercice biennal 1992-1993; Plan à moyen terme de l'Organisation des Nations Unies (1992-1997) . . . .	34
Point 10 de l'ordre du jour - Mise sur pied d'un secrétariat permanent du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST) . . . . .	36
Point 11 de l'ordre du jour - Questions diverses . . . . .	37
Point 12 de l'ordre du jour - Lieu et date de la treizième session du CDCC . . . . .	38
Point 13 de l'ordre du jour - Examen et adoption du rapport .	38
SECTION IV - RESOLUTIONS APPROUVEES . . . . .	39
27(XII) GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCES DES PAYS NON INDEPENDANTS DES CARAIBES AUX PROGRAMMES ET ACTIVITES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES . . . . .	39
28(XII) L'ELIMINATION DES BARRIERES LINGUISTIQUES . . . . .	41
29(XII) ROLE ET FONCTIONNEMENT DU CDCC: COOPERATION ET COORDINATION ENTRE LE CDCC ET LES ORGANISATIONS REGIONALES ET INTERNATIONALES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES . . . . .	42
30(XI) COORDINATION ENTRE LES SECRETARIATS DU CDCC ET DE LA CARICOM EN CE QUI CONCERNE LES PAYS DU CDCC NON MEMBRES DE LA CARICOM . . . . .	43
Annex I - LISTE DE PARTICIPANTS . . . . .	44

Annexe II - ALLOCUTION PRONONCEE PAR LE DOCTEUR CARLYLE CORBIN, REPRESENTANT POUR LES AFFAIRES ETRANGERES DU BUREAU DU GOUVERNEUR DES ILES VIERGES AMERICAINES . . . . .	49
Annexe III - ALLOCUTION PRONONCEE PAR MONSIEUR GERT ROSENTHAL, SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES . . . . .	56
Annexe IV - ALLOCUTION PRONONCEE PAR SON EXCELLENCE MADAME MARIA LIBERIA-PETERS, PREMIER MINISTRE DES ANTILLES NEERLANDAISES . . . . .	61
Annexe V - LISTE DE DOCUMENTS . . . . .	68
Annexe VI - LISTE DES SIGLES MENTIONNES DANS CE DOCUMENT . . . . .	70



## SECTION I

### RESUME DES DECISIONS ET DES RECOMMANDATIONS

#### Point 5 de l'ordre du jour - Mise en oeuvre du programme de travail du CDCC pour 1988-1989, incluant la suite donnée aux résolutions du CDCC ainsi que celles de la CEPALC et d'autres organismes des Nations Unies ayant des conséquences pour le CDCC

##### Information

1. Le Comité a accueilli favorablement la proposition du Secrétariat visant à concentrer les efforts sur le maintien d'un système actualisé d'information accessible à tous les pays membres et sur l'organisation de cours de formation dans ce domaine. Il a été fait remarquer qu'un programme de promotion sera mis en oeuvre afin de faire connaître davantage les services disponibles.

##### Banque de données statistiques et services connexes

2. Le Comité a pris note du fait que le Secrétariat a sollicité un appui accru de la part des gouvernements moyennant l'envoi périodique de données actualisées ainsi que son intention de travailler en plus étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin d'adapter le document sur les statistiques agricoles de façon à fournir une information plus pertinente et plus utile aux usagers; renforcer les liens entre les aspects social et économique de la planification du développement; de fournir davantage de données statistiques aux fins des enquêtes économiques menées au siège de la CEPALC; de mettre sur pied une base de données en matière de science et de technique après avoir déterminé le type d'indicateurs à réunir et d'avoir rationalisé les définitions; et d'aider les gouvernements dans la préparation des recensements démographiques de 1990.

3. Il a été proposé d'étendre les travaux récemment menés par le Colloque sur les statistiques et les nouvelles technologies et d'organiser des ateliers dans des domaines tels que l'environnement, le secteur informel, le tourisme, les capacités nationales d'enquête sur les ménages et un système harmonisé de recueil de données dans ces domaines.

### Etude économique des pays des Caraïbes

4. Le Comité a fait remarquer que le Secrétariat devrait poursuivre l'étude annuelle de la situation économique, et d'élaborer des documents dans des secteurs spécifiques sur des périodes plus longues, d'une dizaine d'années, et que ces études servent de base aux documents qui seront élaborés sur les enseignements laissés par la décennie 80 et les propositions pour la décennie à venir.

### Commerce international et financement du développement

5. Le Comité a pris note de la volonté du Secrétariat d'amorcer les travaux en vue de fournir des données en matière d'aide officielle au développement et lui a demandé de collaborer, dans la mesure du possible, aux efforts déployés par d'autres organismes dans le domaine du commerce international. On a proposé que les études du Secrétariat soient basées sur les données nationales publiées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans son "Rapport annuel sur le développement", mais d'une optique régionale.

6. Le Comité a accepté la proposition du Secrétariat visant à enregistrer le "Guide des procédures commerciales" sur disquette afin de permettre aux gouvernements de se mettre à jour dans ce domaine, étant bien entendu que ceux-ci doivent informer le Secrétariat de tout changement postérieur sur le plan de l'information et permettre l'accès à distance à cette base de données de la part des usagers.

7. Le Comité a pris note de la proposition de la délégation des Antilles néerlandaises offrant les services de la Curaçao Inc. et du Centre de télécommunications de la Société européenne de téléguidance (SETEL) à Curaçao pour étudier les options existant dans la région en matière d'infrastructure de communications et aider le Secrétariat et les pays membres à chercher à améliorer les possibilités commerciales dans la région et sur les marchés européen et latino-américain.

8. Le Comité a pris note du fait que l'Organisation maritime internationale (OMI) offrait des programmes de formation en matière d'administration maritime et dans des domaines connexes au Centre mondial de formation maritime en Suède, en matière de loi maritime à Malte et d'autres opérations maritimes en Italie.

### Démographie

9. Le Comité a signalé que le Secrétariat s'efforcerait de communiquer aux gouvernements les techniques et les méthodes propres à incorporer les aspects démographiques à la planification du développement et à renforcer les mécanismes institutionnels visant à la mise en oeuvre des programmes sociaux et économiques ainsi que sur l'exécution des programmes d'information, d'éducation et de communication dans ce domaine.



10. Le Secrétariat assurera également le suivi d'une initiative amorcée par le Centre d'études démographiques de Cuba afin d'envisager la possibilité d'organiser des cours à l'intention des Caraïbes anglophones.

#### Ressources naturelles

11. Plusieurs délégations ont fait part de l'intérêt de leurs différents pays de participer au projet sur l'incorporation des questions socio-culturelles et de gestion de l'environnement en matière de tourisme. Il a été fait remarquer qu'à partir de 1990 l'Organisation internationale du travail (OIT) offrirait les services d'un expert en tourisme à son siège de Port-of-Spain.

12. En ce qui concerne le projet sur les études régionales sur l'évacuation des eaux usées, le Comité a accepté la recommandation selon laquelle le Comité de planification composé de la Banque de développement des Caraïbes (BDC), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Institut de santé environnementale des Caraïbes (CEHI), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et la CEPALC, devrait continuer de fonctionner et centrer ses efforts sur la coopération avec les gouvernements aux fins de l'évaluation de leur capacité d'évacuation des eaux usées, de mettre au point des plans sectoriels nationaux et de mobiliser les ressources extérieures en vue de l'exécution du projet.

#### Science et technique

13. Le Comité a demandé au Secrétariat d'accorder une importance particulière à l'octroi d'une technologie accrue aux petits et moyens paysans et de favoriser les échanges commerciaux de produits finis et semi-finis.

#### Domaine social

14. Le Comité a demandé aux pays membres de réviser leurs besoins linguistiques en matière de commerce, de tourisme et d'autres activités économiques, sociales et culturelles, le programme sur l'élimination des barrières linguistiques mené à bien à l'échelon national accordant la priorité à la planification dans ce domaine afin de permettre une évaluation effective des besoins liés aux exigences économiques. Il a été convenu d'effectuer les démarches correspondantes afin d'incorporer le Ministère de l'éducation nationale d'Haïti à ce programme.

15. En ce qui concerne les problèmes de fourniture des données et d'organisation et d'interprétation de l'information relative aux retombées sociales de l'ajustement structurel, il a été suggéré, à titre de mesure provisoire, que le Secrétariat organise une réunion interinstitutions dans laquelle on mettrait l'accent sur la comparaison des données dont disposent les gouvernements.

16. Le Comité a signalé que le programme sur la femme dans le processus de développement (WID) ayant mis sur pied une base de données informatisée sur

les activités du secteur informel (composé en grande partie de femmes), le Secrétariat avait l'intention de mettre en oeuvre des programmes d'assistance, tels que la formation de coopératives, une formation linguistique adéquate et l'introduction de mesures législatives visant à protéger les commerçants informels, éventuellement en collaboration avec l'OTT. On a signalé que les conseillers du WID affectés actuellement au bureau de l'OTT et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) avaient offert leur collaboration au Secrétariat.

17. Il a été convenu d'organiser une mission spéciale afin de recueillir les données sur les expériences régionales, la recherche et la documentation en matière d'intégration de la femme au développement économique et social.

18. Il a été demandé au Secrétariat d'aider les pays membres de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO) dans l'élaboration des rapports requis dans le cadre de la ratification, par ces pays, de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

#### Coopération CDCC/CARICOM

19. Le Comité a pris note de l'Accord de Port-of-Spain concernant la gestion et la préservation de l'environnement dans les Caraïbes émané de la première Conférence des Ministres de la CARICOM sur l'environnement tenue en juin 1989, lequel a été porté à la connaissance des participants.

20. Il a été proposé de revitaliser les arrangements conclus en matière de consultation entre les deux secrétariats sur leurs programmes de travail respectifs avant l'élaboration de ces derniers, en soulignant l'importance d'une coopération entre les responsables de ces programmes.

21. Le Comité a reconnu la nécessité de mettre au point un mécanisme propre à favoriser la coopération entre le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) et le Secrétariat de la CARICOM, étant bien entendu, néanmoins, que les activités similaires menées par ces deux organismes n'impliquent pas un chevauchement dans la mesure où elles concernent certains membres du CDCC qui ne font pas partie de la CARICOM. Il a été proposé de confier l'étude de cette question à la Commission indépendante des Indes occidentales récemment instaurée.

#### Suite donnée aux résolutions du CDCC ainsi qu'à celles de la CEPALC et d'autres organismes des Nations Unies ayant des conséquences pour le CDCC

22. Il a été demandé au Secrétariat de présenter un rapport technique au Comité, conformément à la résolution adoptée lors de la session précédente, sur les besoins spécifiques des petits pays insulaires en développement.

23. Le Comité a accepté la proposition selon laquelle le Secrétariat devra convoquer une réunion préparatoire avant la réunion des Nations Unies sur les petits pays insulaires en développement, prévue pour mai 1990.

24. Il a été demandé au Secrétariat de fournir une information plus précise et des directives plus claires sur la question de l'environnement et des déchets toxiques et de chercher à obtenir l'aide de donateurs afin de favoriser l'atteinte des objectifs de développement dans ce domaine.

25. Le Secrétariat a été invité à harmoniser les vues et la représentation des gouvernements des Etats membres dans le cadre des travaux préparatoires des réunions des institutions spécialisées.

26. Le Comité a signalé que l'OIT avait convoqué, en 1990, une réunion pour traiter la question des mécanismes tripartites en matière de développement économique.

#### Point 6 de l'ordre du jour - Rôle et fonctionnement du CDCC

27. Le Comité a accueilli favorablement la proposition du Ministre des affaires étrangères de la Guyane, appuyée par d'autres délégations, selon laquelle il est demandé au Secrétariat de présenter au Comité un rapport global quant aux mandats dont il a fait l'objet, les tâches accomplies, les activités menées à bien et les dépenses entraînées par l'exécution de ces mandats ainsi que sur les activités qui n'ont pas pu être réalisées et les raisons qui en ont empêché la réalisation.

28. Il s'est avéré nécessaire de réfléchir sur la façon dont le CDCC pourrait mieux s'acquitter de sa tâche, à savoir aider les gouvernements à atteindre de meilleurs résultats sur le plan national et corriger le problème de communication qui semble exister, et qui explique pourquoi les éléments de convergence du CDCC dans les pays membres ignorent souvent les programmes entrepris par le Secrétariat en collaboration avec les ministères pertinents. C'est pourquoi il est suggéré de donner une plus vaste diffusion aux efforts déployés par le Secrétariat.

29. Le Comité a pris note du fait que la mise en oeuvre de certaines propositions présentées à la onzième session par le chef de la délégation de la Trinité-et-Tobago ne relevait pas du domaine du compétence du Secrétariat et que ces questions devaient être traitées par le biais des organismes pertinents des Nations Unies.

30. Il a été demandé au Secrétariat de fournir les documents nécessaires à la prochaine réunion du Comité de surveillance quant au rôle et fonctionnement du CDCC, conformément à certaines propositions antérieures, et de présenter des rapports périodiques quant à son personnel, les activités menées par celui-ci et la source de leurs rémunérations.

31. Le Secrétariat, en collaboration avec les organisations pertinentes devra convoquer chaque année une réunion interinstitutions immédiatement avant et une autre immédiatement après la réunion du CDCC afin de garantir et améliorer la coopération fonctionnelle entre le CDCC et les organisations régionales et internationales ainsi qu'avec d'autres institutions donatrices.

Points 7 à 9 de l'ordre du jour - Programme de travail du CDCC  
pour la première partie de l'exercice biennal 1990-1991;  
Programme de travail du siège sous-régional de la CEPALC  
pour les Caraïbes pour l'exercice biennal 1992-1993;  
Plan au moyen terme des Nations Unies (1992-1997)

32. Le Comité a pris note de la présentation, par le Secrétariat, du programme du CDCC et du fait que, bien que le programme ait déjà été approuvé par le Comité et que son financement soit assuré, il était encore possible d'ajuster les priorités en fonction des circonstances. Le Secrétariat a accepté d'ajouter certaines activités proposées par les délégués et d'élaborer le rectificatif pertinent.

33. Le Comité a demandé au Secrétariat de mettre au point une nouvelle présentation pour les programmes de travail futurs de façon à déterminer l'ordre des priorités en fonction de l'affectation des crédits, à affecter le financement requis aux différents éléments et à spécifier le financement qui sera attribué à certaines questions telles que les dépenses en expertise et les frais de voyage.

34. Le Comité a également demandé au Secrétariat d'élaborer un rapport, en vue de la prochaine réunion du Comité de surveillance, sur les projets prévus pour la période biennale, en spécifiant les différentes sources de financement.

Point 10 de l'ordre du jour - Mise sur pied d'un secrétariat  
permanent pour le Conseil des Caraïbes pour la science et  
la technologie (CCST)

35. Il a été fait remarquer que la question d'un secrétariat permanent pour le CCST devra être tranchée lors de la prochaine session plénière du Conseil. Dans l'entretemps et compte tenu du fait qu'il était impossible pour l'instant de financer la création de cette infrastructure, il a été convenu que le Secrétariat du CDCC continue de prêter ses services au CCST.

Point 11 de l'ordre du jour - Questions diverses

36. Il a été demandé au Secrétariat de collaborer avec les mesures adoptées au sein du système des Nations Unies et des organisations régionales en matière de prévention des catastrophes en général et, en particulier, de formuler un plan d'action en faveur des pays touchés par l'ouragan Hugo.

Point 12 de l'ordre du jour - Lieu et date de  
la treizième session du CDCC

37. Le Comité a demandé au Secrétariat d'effectuer les démarches pertinentes auprès des gouvernements membres afin de fixer le lieu et la date de la treizième session du CDCC.

Point 13 de l'ordre du jour - Examen et adoption du rapport

38. Le Comité a adopté ce rapport et a demandé au Secrétariat d'élaborer la version finale et de l'envoyer aux pays membres afin que ceux-ci formulent les commentaires pertinents dans un délai de trente jours.



## SECTION II

## ORGANISATION DES TRAVAUX

39. La douzième session du CDCC s'est déroulée, à l'échelon technique, du 4 au 6 décembre 1989 et les 7 et 8 décembre 1989 à l'échelon ministériel, à Curaçao (Antilles néerlandaises).

Participants \*/

40. Etaient présents à la session des représentants des pays membres du Comité suivants: Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, Belize, Cuba, Guyane, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago. Etaient également représentés en leur qualité de membres associés: Aruba, les Antilles néerlandaises et les îles Vierges américaines.

41. Etaient également présents en représentation du Secrétariat des Nations Unies, des fonctionnaires du Département des affaires politiques, de la coopération régionale, de la tutelle et de la décolonisation et du Département de la coopération technique pour le développement (UN/DTCD), respectivement.

42. Les organismes suivants des Nations Unies étaient également représentés: le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE).

43. Assistaient également à la réunion des représentants des institutions spécialisées suivantes des Nations Unies: l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

44. Un représentant du secrétariat de la CARICOM était également présent à la session.

---

\*/ Voir l'annexe 1.

Point 1 de l'ordre du jour - Ouverture de la réunion

45. Des discours d'inauguration ont été prononcés par M. Carlyle Corbin, Président sortant et Représentant pour les affaires étrangères du Bureau du gouverneur des îles Vierges américaines;\*/ M. Gert Rosenthal, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC);\*\*/ et la Présidente de la session, Mme Maria Liberia-Peters, Premier ministre des Antilles néerlandaises.\*\*\*/ Ces discours sont consignés in extenso dans les annexes de ce rapport.

Point 2 de l'ordre du jour - Election du bureau

46. Les membres suivants du bureau ont été élus à l'unanimité lors de la réunion des chefs des délégations préalable à l'ouverture de la session:

<u>Président:</u>	Antilles néerlandaises (Lucita Moenir Alam)
<u>Premier Vice-Président:</u>	Trinité-et-Tobago (Louis A. Wiltshire)
<u>Deuxième Vice-Président:</u>	Cuba (Ramiro León Torras)
<u>Rapporteur:</u>	Antigua-et-Barbuda (Lionel A. Hurst)

47. Conformément à l'usage établi, le bureau de la réunion ministérielle est composé de représentants des mêmes pays que les membres du bureau élu à l'échelon technique, à savoir:

<u>Président:</u>	Antilles néerlandaises (Maria Liberia-Peters)
<u>Premier Vice-Président:</u>	Trinité-et-Tobago (Eden Arthur Shand)
<u>Deuxième Vice-Président:</u>	Cuba (Raúl Taladrid Suárez)
<u>Rapporteur:</u>	Antigua-et-Barbuda (Lionel A. Hurst)

Point 3 de l'ordre du jour - Allocutions

48. Après la cérémonie officielle d'inauguration, deux autres délégués ont pris la parole. Après avoir fait remarquer que les pays membres du CDCC ont en commun les mêmes frontières économiques et politiques, une évolution historique similaire et des perspectives futures communes, le Premier ministre d'Aruba, a signalé que l'évolution de l'un ou l'autre de ces pays peut répercuter sur toute la région et a demandé aux dirigeants des Caraïbes d'assumer leurs responsabilités dans la recherche de nouvelles voies de coopération. Il a mis l'accent sur la nécessité de travailler en commun afin d'élaborer de nouvelles idées et de déterminer la marche à suivre pour atteindre les buts fixés. La population des Caraïbes doit acquérir des qualifications nouvelles et compétitives et élargir son savoir-faire de façon à surmonter les contraintes actuelles.

49. Il s'est ensuite référé à l'expérience d'Aruba quant à l'absorption des effets des soubresauts de l'économie internationale moyennant un

---

\*/ Voir annexe II.

\*\*/ Voir annexe III.

\*\*\*/ Voir annexe IV.



réaménagement de sa politique économique et a souligné qu'il existait, pour les peuples des Caraïbes, de nombreuses possibilités de progrès qu'ils doivent apprendre à chercher et à mettre à profit. Cette attitude, qui devra être renforcée par la coopération offerte par le CDCC, permettrait à la région de résoudre ses problèmes d'étroitesse en unissant les différentes ressources et en créant un marché plus large et de nouvelles possibilités d'échange. Ce type de coopération, élaboré en fonction de critères fonctionnels, contribuerait à rendre la région moins vulnérable et à consolider la position des pays des Caraïbes dans les négociations internationales.

50. Il a invité des pays membres à participer, avec Aruba, à une conférence sur le blanchissage de l'argent dont son pays sera hôte au cours du deuxième trimestre de 1990.

51. Le représentant de Cuba a souligné l'importance d'une action concertée pour permettre aux pays des Caraïbes, au même titre qu'aux autres pays en développement, de faire face à la crise économique globale, à l'inflation, au problème insoluble de l'endettement extérieur, à la famine et à la pauvreté. Il a fait remarquer que le sous-développement était une condition imposée à la plupart des pays du monde par les grandes puissances et il a rappelé le commentaire formulé par le chef de la délégation de Trinité-et-Tobago lors de la onzième session, à savoir que la coopération entre les membres, et en particulier, entre les pays membres et non membres de la CARICOM constituait et resterait l'un des principaux objectifs du CDCC.

52. Il a rappelé la résolution 12(VII) sur la coopération technique et économique dans le cadre du CDCC et a suggéré l'élaboration de nouveaux programmes d'activités pour mener à bien les tâches confiées au Secrétariat et aux gouvernements, afin d'assurer une complémentarité par rapport à la résolution 20(IX) sur l'action future du CDCC, et en particulier aux dispositions du paragraphe 4. Il a demandé au Directeur du siège sous-régional de renforcer les contacts avec la CARICOM, avec le Système économique latino-américain (SELA), l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) et le Groupe des pays latino-américains et des Antilles exportateurs de sucre (GEPLACEA) afin de concerter avec les pays des Caraïbes l'action permettant de mettre en oeuvre de petits projets destinés à répondre aux priorités des pays membres du CDCC, ainsi qu'à envisager avec les pays en développement la possibilité de mettre en oeuvre des projets bilatéraux et multilatéraux dans des domaines présentant un intérêt commun.

53. Le délégué cubain a appuyé la proposition visant à ce que le CCST continue d'utiliser les installations du Secrétariat du CDCC, tant qu'il ne disposera pas des ressources suffisantes pour mettre sur pied son propre secrétariat.

54. Il a également signalé que le Secrétariat du CDCC devrait renforcer ses contacts avec les pays membres, amorcer les activités susceptibles d'être mises en oeuvre et établir la coordination nécessaire avec les organisations des Nations Unies et les éventuels pays donateurs. Pour garantir cette coordination, une réunion pourrait être convoquée avant les sessions du CDCC, afin que les pays membres et les différents organismes puissent envisager la

meilleure façon de mettre en oeuvre des projets sous-régionaux ou des projets communs à deux ou plusieurs pays.

55. Un représentant du Secrétariat a présenté le document intitulé "Sustained Development in the 1990s" qui contient une synthèse de l'évolution économique dans les années 80 et des enseignements pouvant en être tirés, ainsi que certaines propositions de politiques susceptibles de favoriser l'atteinte d'un développement soutenu dans les années 90. Le représentant s'est référé à l'évolution économique des pays membres du CDCC et a souligné le caractère variable des taux de croissance économique résultant de l'évolution en matière de produits régionaux d'exportation sur les marchés mondiaux, la pondération de ces produits dans le panier des exportations de chaque pays et les politiques appliquées à l'échelon national par chacun d'eux. Il s'est montré particulièrement préoccupé par les résultats actuels des principaux produits d'exportation: le fléchissement des prix du sucre, l'existence d'un marché protégé dont dépendent les bananes, une industrie manufacturière qui éprouve des difficultés à réaliser la transition de la substitution des importations à des activités à vocation exportatrice, et des minéraux affectés par la détérioration constante des termes de l'échange et les fortes variations des recettes. Le tourisme est resté l'élément moteur de la croissance dans la région pendant toute la décennie bien que la faible productivité et le manque d'adaptation aux conditions changeantes du marché restent préoccupantes.

56. Les pays victimes de la contraction économique ont également commencé à montrer des signes de détérioration des indicateurs sociaux. Cette dégradation est le reflet de l'incidence négative de cette diminution des revenus sur la qualité de la vie dans certains domaines tels que l'éducation, la santé et la nutrition. L'augmentation des taux de chômage est accompagnée d'une réduction de la capacité des gouvernements pour assurer un système de sécurité sociale en faveur des secteurs les plus démunis. Tout semble également indiquer que la dégradation de l'environnement est plus rapide que la capacité de régénération, ce qui engendre un déficit environnemental.

57. De l'avis du Secrétariat, il faudra, pour assurer un développement soutenu dans les années 90, accorder la priorité à trois facteurs. Il faudra d'abord mettre l'accent sur l'efficacité et la productivité des économies en termes d'amélioration des capacités professionnelles et des attitudes face au travail, ainsi qu'en augmentant le taux d'investissement. Il faudra également favoriser une plus grande cohésion sociale en permettant à tous les individus de contribuer à et de tirer parti des activités économiques; il faudra néanmoins assurer une couverture sociale de base aux couches de la population qui ne pourront y avoir accès à court terme. De même, il faudra mettre au point des politiques soutenables à long terme du point de vue environnemental.

58. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs délégations ont pris la parole pour se référer aux rapports entre la pollution et le développement, à la nécessité d'étudier plus en profondeur le secteur des services, aux rapports entre la dette extérieure et le développement, l'investissement, la fuite des capitaux et le développement des ressources humaines.

Point 4 de l'ordre du jour - Adoption de l'ordre du jour et  
organisation des travaux \*/

59. L'ordre du jour adopté à la douzième session du CDCC a été le suivant:

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Allocutions
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
5. Mise en oeuvre du programme de travail du CDCC pour 1988-1989, y compris la suite donnée aux résolutions du CDCC ainsi que celles de la CEPALC et d'autres organismes des Nations Unies ayant des conséquences pour le CDCC
6. Rôle et fonctionnement du CDCC (résolution 26(XI)):
  - a) rapport du Comité de surveillance
  - b) rapport du Secrétariat
7. Programme de travail du CDCC pour la première partie de l'exercice biennal 1990-1991
8. Programme de travail du siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes pour l'exercice biennal 1992-1993
9. Plan à moyen terme des Nations Unies (1992-1997)
10. Création d'un secrétariat permanent pour le Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie
11. Questions diverses
12. Lieu et date de la treizième session du CDCC
13. Examen et adoption du rapport.

60. Le Comité est convenu que le thème des petits pays insulaires en développement soit traité dans le cadre du point 5 et que les points 7 à 10 soient examinés globalement.

61. Il a été demandé au Secrétariat de fournir une liste de documents présentés à cette session. Le Secrétariat a également été prié d'envoyer les documents élaborés à l'intention des réunions futures en temps opportun, de façon à ce que les gouvernements puissent en disposer au moins six semaines à l'avance. Ceci permettrait aux autorités nationales pertinentes de rassembler les données des différents ministères spécialisés et garantirait une

---

\*/ Voir la liste des documents figurant dans l'annexe V de ce rapport.

participation plus effective aux débats menés sur le programme de travail. Un délégué a fait remarquer que le retard dans l'envoi des documents constitue la preuve du manque de planification au sein du Secrétariat.

Point 13 de l'ordre du jour - Examen et adoption du rapport

62. Le Comité a examiné et a adopté le rapport figurant dans la section III de ce document ainsi que les résolutions contenues dans la section IV. Les participants ont demandé au Secrétariat de terminer le rapport et de l'envoyer aux pays membres dans un délai de 30 jours afin que ceux-ci formulent les commentaires pertinents.

## SECTION III

## RESUME DES DEBATS

Point 5 de l'ordre du jour - Mise en oeuvre du programme de travail du CDCC pour 1988-1989, incluant la suite donnée aux résolutions du CDCC ainsi que celles de la CEPALC et d'autres organismes des Nations Unies ayant de conséquences pour le CDCC

Information

63. Dans la présentation du programme de travail tel qu'il figure dans le document LC/CAR/G.281, le Secrétariat a signalé que ce programme vise essentiellement à continuer de fournir l'information, la documentation et les services connexes à une vaste communauté d'utilisateurs, ainsi que de prêter des services de formation aux pays membres et une assistance en matière de coopération technique dans ces domaines. Des contacts ont été établis avec l'Unesco et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) en vue de l'application du système CDS/ISIS dans les pays membres du CDCC. L'un des principaux objectifs du Centre de documentation des Caraïbes (CDC) à Port-of-Spain est d'assurer l'actualisation du système d'information de façon à satisfaire les besoins des pays membres et de fournir à ces derniers l'assistance nécessaire dans ce domaine. Une démonstration de la capacité d'accès en ligne à distance serait organisée au cours de la réunion de façon à montrer la façon d'avoir accès aux données du CDC par ordinateur et par le biais des télécommunications. Le Secrétariat a également signalé qu'il chercherait à établir des contacts plus étroits avec les organismes des Nations Unies et avec d'autres organisations concernées par le développement économique et social dans la région afin d'établir une connexion avec leur base de données et d'y avoir accès moyennant l'équipement du CDCC. Dans le cadre de cet exercice, il est prévu de mettre en oeuvre un programme de promotion afin d'informer les utilisateurs des services qui leur sont offerts. A cet égard, une série de documents sera exposée au cours de la session à titre de matériel de référence.

64. Le Groupe de l'information sur les brevets et la documentation (PIDU) a été mis sur pied pour favoriser l'utilisation et la compréhension de l'information en matière de brevets dans le processus de développement; à cet effet, des rapports ont été établis entre le PIDU et le CCST. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et le CRDI ont fourni une

assistance au PIDU, le CRDI ayant fourni une aide financière, ainsi que l'accès aux bases de données en matière de brevets. Le Secrétariat s'est efforcé de renforcer la coopération entre le PIDU et le réseau global des responsables nationaux en matière de brevets.

65. Un délégué a fait remarquer que l'information était l'un des points forts du CDCC et a souhaité qu'un rapport plus complet soit établi à ce sujet par le coordinateur. Il a ajouté qu'il devait exister un rapport entre les tâches accomplies jusqu'à présent et les activités proposées en ce qui concerne la formation au système CDS/ISIS et au service de diffusion sélective d'information (SDI), dont il est question dans le document LC/CAR/G.288. Il a signalé qu'il s'agissait de coordonner les différents systèmes d'information et a demandé de plus amples explications et une information actualisée sur les activités menées récemment dans ce domaine.

66. Le Secrétariat a répondu qu'une sollicitude de formation en matière de systèmes CDS/ISIS avait été présentée à l'Unesco et qu'entre-temps, il avait fait appel à ses propres ressources pour assurer cette formation et le programme était actuellement en cours d'exécution à une échelle réduite. Il a été pris note du fait qu'un rapport sur les activités du Comité consultatif des Caraïbes sur les systèmes régionaux d'information (CCCRIS) avait été présenté à la onzième session. La réunion suivante du Comité était prévue pour le début de l'année 1990 mais, dans l'entre-temps, le Comité avait travaillé sur les lignes d'action générales des systèmes régionaux d'information, la promotion de ces systèmes et l'utilisation de l'information à l'échelon global de la région. Deux propositions de financement avaient été présentées au CRDI, mais aucune réponse n'avait encore été reçue.

67. Un délégué a posé la question de savoir si, étant donné l'existence de plusieurs bases de données accessibles par ordinateur, le SDI n'était dorénavant pas superflu et si la mise sur microfilm n'était pas une technologie dépassée. Le Secrétariat a répondu que l'utilisation de systèmes de recherche systématique, le courrier électronique et les bases de données à texte complet termineraient par remplacer la technologie actuelle mais que, pour le moment, tous les pays membres n'avaient pas encore accès à ces technologies de pointe.

68. En réponse à une question portant sur les relations institutionnelles entre la CARICOM et le CDCC à propos du Comité consultatif des Caraïbes sur les systèmes régionaux d'information (CCCRIS) et, partant, sur la façon dont les intérêts des pays non membres de la CARICOM étaient représentés, le Secrétariat a signalé que les membres du CDCC étaient représentés, au premier chef, par l'intermédiaire de leur organisation régionale respective et non pas à l'échelon national.

#### Banque de données statistiques et services connexes

69. Le Secrétariat a fait remarquer que la banque de données statistiques offrait un service tant à l'échelon interne qu'à l'intention d'une communauté plus large d'utilisateurs. Le Secrétariat a présenté les grandes lignes des documents intitulés "Selective Statistical Indicators" et "Agricultural Statistics" et a demandé aux gouvernements de contribuer plus activement à

ces tâches moyennant la fourniture de données; le représentant a signalé que le Secrétariat avait l'intention de travailler plus étroitement avec la FAO dans la reformulation du document relatif aux statistiques agricoles afin de fournir aux utilisateurs une information plus pertinente et plus utile.

70. Le Secrétariat a également informé les participants qu'il fournirait une assistance particulière en vue de la série de recensements démographiques de 1990 et qu'il avait offert ses services aux gouvernements dans ce domaine.

71. Le Secrétariat s'est ensuite référé à l'importance que revêt le système de recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur (REDATAM) pour la planification du développement économique et social des pays membres, à la lumière des activités de recensement à venir. Un projet pilote a été mis en oeuvre à Sainte-Lucie et d'autres pays anglophones se sont montrés intéressés par ce programme.

72. Le Secrétariat s'est efforcé de renforcer les liens entre les aspects économiques et sociaux de la planification du développement et de fournir des données statistiques accrues aux enquêtes économiques élaborées par le siège de la CEPALC à Santiago de façon à ce que ces études régionales reflètent davantage l'optique des Caraïbes.

73. On a fait ressortir l'utilité du colloque récemment tenu à Port-of-Spain et visant à informer les pays des progrès récents des nouvelles technologies en matière de bases de données statistiques et leur accès en ligne; on a recommandé que des activités similaires soient organisées dans certains domaines tels que l'environnement, le secteur informel, le tourisme, les capacités nationales d'enquêtes sur les ménages, la mise sur pied d'un système harmonisé de recueil de données dans ce domaine.

74. Il a été fait remarquer que certains pays membres avaient reçu des demandes d'information en matière de science et de technologie auxquelles ils n'avaient pas été en mesure de répondre. Il serait donc souhaitable de mettre sur pied une base de données dans ce domaine. Au préalable, il faudrait néanmoins déterminer les indicateurs à recueillir et rationaliser les définitions de façon à pouvoir établir des comparaisons valables entre pays. Le représentant de l'Unesco a signalé que son organisation avait adopté des mesures pour combler cette lacune moyennant la réalisation d'une étude dont les résultats seraient incorporés à la base de données du CDOC.

75. Le Secrétariat a finalement souligné la nécessité d'élargir la base de données sociales, quelles que soient les difficultés rencontrées dans ce domaine, afin de fournir un panorama plus exact de l'évolution régionale dans ce domaine.

#### Etude économique des pays des Caraïbes

76. Le Secrétariat a appelé l'attention des participants sur deux documents intitulés respectivement "The Impact of External Sector Developments on Caribbean Economic Performance, 1983-1988" (LC/CAR/G.278) et "A Brief Overview of Economic Activities of Caribbean Countries - 1988" (LC/CAR/G.279), et a souligné qu'il poursuivrait l'étude annuelle des



résultats obtenus dans le domaine économique, tout en élaborant des documents dans certains secteurs spécifiques sur une période plus longue, couvrant éventuellement une décennie.

77. Un délégué a fait ressortir la qualité des études et l'attention accordée aux problèmes des Caraïbes dans ces publications, tout en faisant remarquer que ces documents constituent un complément des "Selected Statistical Indicators".

78. Le Secrétariat a signalé que la collaboration avec d'autres organisations telles que la CARICOM et avec les gouvernements avaient permis d'obtenir des résultats appréciables en matière de planification économique et sociale. Il existe également une collaboration étroite avec l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) dans le cadre des travaux préparatoires d'une réunion tenue à Montevideo (Uruguay) qui avait permis aux pays du CDCC d'établir des contacts avec leurs homologues en Amérique latine; le Secrétariat a aussi collaboré avec l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine (INTAL) afin de favoriser le développement des relations commerciales entre les Caraïbes et l'Amérique latine.

79. Un délégué a attiré l'attention des participants sur les conclusions et recommandations figurant dans le rapport sur la coopération entre les pays membres et non membres de la CARICOM (LC/CAR/G.269) et a fait référence aux activités mentionnées dans ce rapport à titre d'exemple du rôle du CDCC dans la projection des tâches du Secrétariat dans l'ensemble des Caraïbes. Tout en soulignant que ce rapport avait pour but de couvrir le maximum de cas, le délégué a fait remarquer que l'information présentée dans certains tableaux du document LC/CAR/G.278 concernant certains pays était incomplète. En réponse à la question de savoir si l'obtention des données avait été entravée par des obstacles d'ordre financier et si, au tel cas, des mesures avaient été adoptées pour corriger cette situation, le Secrétariat a réaffirmé sa volonté d'élargir la couverture des informations et, à cet égard, a demandé à nouveau aux pays membres de fournir les données nécessaires.

80. Le Comité a pris note du fait que, pour des raisons de cohérence, l'étude devrait servir de base aux publications postérieures sur les enseignements de la décennie 80 et les propositions pour la nouvelle décennie.

#### Commerce international et financement du développement

81. Le Secrétariat a présenté un rapport sur les activités menées en matière de commerce international et de financement du développement et a mis en relief la collaboration interne grâce à laquelle il avait été possible d'élaborer ce document. Les gouvernements ont été invités à exprimer leurs opinions afin de rendre ce document aussi approprié que possible. Certains délégués ont fait remarquer que le rapport était moins dense que celui qui avait été présenté à la onzième session. Ils ont manifesté le souhait que le Secrétariat accorde une plus grande priorité aux activités dans ce domaine. Certains participants ont signalé qu'il existait déjà dans la région plusieurs centres supérieurs en matière de commerce. Ils se sont manifestés



particulièrement intéressés par la série de négociations Uruguay, en particulier dans le domaine des services. Une étude nationale a été amorcée avec la coopération de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le gouvernement français; bien que le Secrétariat du CDCC n'ait fourni aucune information sur cette étude, certains documents avaient été reçus en provenance du SELA et de la CEPALC à Santiago.

82. Le Secrétariat a indiqué qu'il n'était pas en mesure d'élaborer des études approfondies en matière de financement du développement, mais que des études préliminaires étaient en cours afin de combler cette lacune. Le Secrétariat a ensuite mentionné les activités menées pour élargir sa base de données sur le commerce international, et a fait référence aux différents domaines dans lesquels des travaux connexes avaient été effectués. Un spécialiste en commerce international avait été engagé à titre temporaire —la possibilité d'étendre ce contrat restant ouverte— pour remplacer le fonctionnaire responsable du commerce engagé au préalable à titre permanent et affecté provisoirement en Namibie. La Jamaïque a également apporté son concours et a envoyé l'information de sa mission permanente auprès des Nations Unies à Genève. Le Secrétariat s'est également référé à la collaboration existant avec la CNUCED et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (UNCTC) en ce que concerne le commerce des services. Grâce à cette collaboration, les pays des Caraïbes avaient pu avoir accès aux données sur le commerce international et aux informations concernant la série de négociations Uruguay. Une étude sur la réalisation d'activités dans ce domaine a également été amorcée avec le secrétariat de la CARICOM.

83. En réponse à la demande formulée par un délégué, le Secrétariat a signalé qu'il avait l'intention de fournir des informations sur l'aide officielle au développement.

84. Le représentant de l'OIT a suggéré au Secrétariat de baser l'étude menée dans ce domaine sur les données figurant dans le rapport annuel du développement du PNUD, qui couvre toutes les sources (bilatérales et multilatérales) d'assistance aux pays des Caraïbes en matière de développement. Il a néanmoins attiré l'attention sur le fait qu'il s'agissait de données nationales et que, partant, le Secrétariat devrait s'attacher à donner à cette étude une optique régionale.

85. Le délégué s'est également référé aux progrès accomplis quant au développement de coopératives, et grâce auxquels un contact direct avait été établi entre les coopératives de production des Caraïbes et les coopératives de commercialisation d'Europe occidentale. La Communauté économique européenne (CEE) avait déjà affecté des ressources aux fins de l'assistance dans ce domaine.

86. Le Comité a accueilli favorablement la proposition du Secrétariat visant à enregistrer le "Guide des procédures commerciales" sur disquette, laquelle serait envoyée aux gouvernements aux fins de son actualisation. Le Secrétariat a demandé que tout changement postérieur sur le plan de l'information lui soit communiqué et qu'il soit possible d'avoir accès à distance à la base de données. Le Comité a souligné l'importance de ce guide en tant qu'instrument propre à venir à bout des barrières entravant le commerce, en particulier dans les échanges entre les Caraïbes de langue

anglaise et l'Amérique latine; il a également souligné la nécessité d'actualiser ce guide de façon opportune et permanente.

### Transport

87. Le Secrétariat a informé les participants du fait que, le poste de responsable du secteur des transports étant vacant, cet élément du programme de travail est actuellement pris en charge par la Division des transports de la CEPALC, à Santiago. Le Secrétariat a prêté son concours moyennant l'élaboration de documents sur le transport maritime dans la région, ainsi qu'en participant au programme Trainmar mis en oeuvre par la CNUCED et financé par le gouvernement français.

88. Le représentant de l'OMI a informé les participants que cette organisation menait certains programmes de formation, y compris des cours de maîtrise en matière d'administration maritime et dans des domaines connexes au Centre mondial de formation maritime en Suède, en matière de loi maritime à Malte et des cours plus intensifs dans d'autres opérations maritimes en Italie. Il a ajouté qu'un cours de formation maritime, pour lequel l'OMI a assuré des services d'examen, était actuellement mis en oeuvre en Jamaïque.

89. Le représentant des Antilles néerlandaises, après avoir mis l'accent sur l'importance des transports maritimes et aériens dans l'amélioration des échanges commerciaux et la croissance économique, a mis l'expérience de son pays ainsi que son infrastructure en matière de transport et des communications au service d'autres pays membres du CDCC afin d'améliorer les possibilités d'échanges commerciaux dans la région et favoriser la pénétration des marchés européen et latino-américain.

### Agriculture

90. Le Secrétariat a signalé qu'aucune activité spécifique n'avait été programmée dans le secteur agricole; toutefois, ce secteur avait été incorporé aux activités menées en matière d'information et de documentation, de statistiques, et de science et de technique. Il existait également une étroite collaboration avec diverses organisations internationales et régionales dans plusieurs domaines liés à ce secteur.

### Démographie

91. Le Secrétariat a informé le Comité que la priorité avait été accordée, en général avec l'assistance du FNUAP, à la mise en oeuvre de programmes visant à développer et à renforcer les capacités nationales et régionales afin d'intégrer les considérations démographiques à la planification du développement, et élaborer et mettre en oeuvre une politique démographique moyennant une approche multidimensionnelle. Les activités menées visent à la production et à l'évaluation de données grâce à la mise sur pied d'une banque de données socio-économiques et d'un système d'information démographique; l'élaboration d'estimations intercensitaires et post-censitaires; et l'élaboration d'un résumé régional de statistiques démographiques et

sociales. Les activités de formation visant à renforcer la capacité de compréhension des rapports population-développement ont été exécutées dans le cadre de deux programmes nationaux de formation d'une durée d'une semaine sur les applications des micro-ordinateurs à la planification socio-démographique; on a également collaboré avec la CARICOM et l'OPS pour mettre au point un système de recueil et d'étude des statistiques vitales; et on a mis au point un projet prévoyant un atelier de formation en matière de démographie au Suriname. Une assistance a été fournie aux gouvernements d'Haïti, des îles Vierges britanniques et des îles Turques et Caïques en matière d'élaboration de politiques démographiques. D'autres gouvernements ont fait l'objet d'une assistance sur le plan de la mise en oeuvre de ces politiques moyennant la consolidation de mécanismes institutionnels tels que les conseils démographiques et les groupes de la planification. Etant donné la méconnaissance des gouvernements en matière d'intégration et de planification des aspects liés à la population et au développement, l'accent a été mis sur la mise en oeuvre de programmes d'information, d'éducation et de communications ainsi que sur la création d'une bibliothèque de référence en matière démographique qui relèverait du Système d'information des Caraïbes pour la planification économique et sociale (CARISPLAN) de la CEPALC. Deux projets régionaux de recherche sur les corrélations population-développement et les tendances en matière de mortalité ont été mis en oeuvre; une étude sur les projections démographiques pour la période 1980-2015 couvrant neuf pays est pratiquement achevée. On a également amorcé les travaux préparatoires en vue de la réalisation d'une étude sur les migrations à des fins de planification du secteur économique et social.

92. On a également mentionné les contacts existant entre le bureau du Centre latino-américain de démographie (CELADE) au Costa Rica et le Centre d'études démographiques de Cuba en vue de la réalisation de cours actuellement organisés en espagnol à l'intention des pays anglophones. Le Secrétariat a signalé qu'il n'était pas au courant de ces contacts mais qu'il se félicitait de l'apport du gouvernement cubain et acceptait d'assurer le suivi de cette initiative.

93. Les participants ont félicité le Secrétariat d'avoir accompli des travaux si complexes et lui ont demandé d'avancer des propositions pour les travaux futurs. Le Secrétariat a répondu que la plupart des activités prévues dans le programme de travail antérieur seront maintenues, la mise en oeuvre des politiques démographiques constituant un processus de longue haleine.

94. En réponse à une question sur le programme de formation de ressources humaines financé par le gouvernement des Pays-Bas, le Secrétariat a informé le Comité qu'un fonctionnaire avait été engagé pour diriger ce programme, lequel était actuellement en cours d'exécution.

95. Un exemplaire de la déclaration d'Amsterdam sur "Une vie meilleure pour les générations à venir", émanée du Forum international sur la population au vingt-et-unième siècle tenu à Amsterdam du 6 au 9 novembre 1989, a été remis aux participants.

### Ressources naturelles

96. Le Secrétariat s'est référé à une série de projets exécutés actuellement avec la collaboration de gouvernements et d'autres organismes internationaux tels que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la CARICOM. Parmi ces projets figurent des études régionales sur l'évacuation des eaux usées et la préservation du littoral; l'incorporation des considérations socio-culturelles et de gestion de l'environnement aux activités touristiques; et l'évacuation des déchets toxiques. Plusieurs délégués ont appelé l'attention du Comité sur l'importance du tourisme pour le développement économique de leurs pays, lesquels souhaitent être inclus dans l'étude pertinente.

97. En réponse à une question posée par un délégué quant à la collaboration entre le Secrétariat et d'autres organismes en matière de tourisme, le Secrétariat a signalé qu'il travaillait en collaboration avec le PNUE et exécutait des projets communs avec la CEPALC et l'Organisation touristique pour les Caraïbes. Le représentant du Secrétariat a ajouté qu'un fonctionnaire permanent responsable du tourisme serait affecté au bureau de l'OIT à Port-of-Spain dès 1990. L'OIT apportait un appui résolu à une approche du tourisme basée sur la modalité de coopération technique entre pays en développement (CTPD) mais les différents organismes devaient coordonner leurs activités dans ce domaine.

98. En ce que concerne le projet d'études régionales sur l'évacuation des eaux usées, le Comité a accueilli favorablement la recommandation selon laquelle le Comité de planification comprenant la Banque de développement des Caraïbes (BDC), la CARICOM, l'Institut de santé environnementale des Caraïbes (CEHI), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et la CEPALC devrait poursuivre ses travaux et mettre l'accent sur la coopération avec les gouvernements dans l'évaluation des capacités d'évacuation des eaux usées, l'élaboration de plans sectoriels nationaux et l'acheminement des ressources extérieures aux fins de la mise en oeuvre de projets.

99. Le représentant de Suriname a attiré l'attention des participants sur la déclaration des chefs d'Etat des pays riverains de l'Amazonie sur l'environnement et a demandé qu'il en soit fait mention dans le rapport de cette réunion.

### Domaine social

100. Compte tenu de la participation des Antilles néerlandaises en tant que coordinateur associé du projet sur la "suppression des barrières linguistiques", la délégation de ce pays a été invitée à présenter un rapport sur les activités menées dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la création d'un réseau d'institutions et d'écoles de formation aux échelons sous-régional et national. Le représentant a informé le Comité qu'une plus grande planification était nécessaire dans ce domaine et que les pays devaient déterminer de façon plus précise leurs exigences linguistiques en matière de commerce, de tourisme et d'autres activités économiques, sociales et culturelles. Dans le cadre de ce projet, on a mis l'accent sur la

planification linguistique à l'échelon national, afin de permettre une évaluation pertinente des besoins à la lumière des exigences économiques. C'est pourquoi il a été demandé aux Ministres de l'éducation de mettre sur pied des sièges nationaux de l'Institut linguistique des Caraïbes permettant de dresser un inventaire et d'évaluer de façon exacte les besoins nationaux.

101. Il a été fait état de l'intérêt croissant pour l'enseignement du portugais et du créole haïtien (dans ce dernier cas, à la suite des échanges commerciaux des secteurs informels entre Haïti et Curaçao). Le représentant a également attiré l'attention du Comité sur les possibilités de former des interprètes à l'Entreprise de services de traduction et d'interprétation (ESTI) à Cuba; ce type de formation pourrait également contribuer à résoudre les problèmes linguistiques rencontrés lors de réunions officielles. Il serait également intéressant d'étudier les possibilités de traduction automatique. Il a ajouté qu'il fallait trouver les moyens de persuader les pays des Caraïbes de progresser vers une pluralité linguistique.

102. Le Secrétariat, après avoir fait part au Comité du précieux concours apporté par les gouvernements des Antilles néerlandaises, de Cuba et de Trinité-et-Tobago dans le domaine de la formation en interprétation et traduction, a signalé que la coopération des Antilles néerlandaises peut servir d'exemple de co-réalisation dans des projets exécutés dans un domaine spécifique du programme de travail du Secrétariat pour lequel un pays présente un avantage comparatif.

103. Les participants ont mis l'accent sur l'importance du projet sur la suppression des barrières linguistiques pour le développement économique et social régional et sont convenus d'effectuer les démarches nécessaires pour y inclure le Ministère haïtien de l'éducation.

104. Le Secrétariat s'est ensuite référé aux problèmes rencontrés pour déterminer les facteurs de mesure qui, bien que qualitatifs, permettraient d'évaluer l'incidence des politiques économiques d'ajustement structurel dans le domaine social. Les premières activités ont été menées dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'emploi parce qu'il était relativement plus facile d'obtenir des informations dans ces domaines que dans d'autres, tel que la nutrition. Le Secrétariat a reconnu l'importance des travaux menés par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et l'OIT et a fait remarquer que le FISE avait réalisé des micro-études à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, à la Dominique et à la Barbade et mettait actuellement sur pied une base de données au Bureau sous-régional de cette organisation à la Barbade. Au problème de l'obtention de données, il faut également ajouter celui de l'organisation et de l'interprétation des données disponibles. En outre, plusieurs pays de la région ont adopté des approches différentes en ce qui concerne l'ajustement économique, lequel a, dès lors, engendré des retombées sociales différentes. Il a été proposé, à titre de mesure provisoire, que la CEPALC convoque une réunion interinstitutions dans le but de comparer les données et les faire ensuite parvenir aux différents gouvernements.

105. Il a été fait remarquer que l'abus des drogues constituait un problème social très grave et il a été pris note de la collaboration du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD) dans la mise

en oeuvre d'un projet à la Grenade. Le Secrétariat a signalé qu'il poursuivrait ses négociations avec le FNULAD afin d'élargir le projet à d'autres pays des Caraïbes. La délégation des Antilles néerlandaises a exprimé l'intérêt de son pays à participer à ce projet.

106. L'attention des participants a été attirée sur la collaboration de l'Université des Indes occidentales dans la mise en oeuvre du projet de réseau pour le développement rural dans les Caraïbes, dans le cadre duquel le CDCC avait pu mener à bien certaines activités dans le domaine agricole.

107. En ce qui a trait aux activités visant à favoriser l'intégration de la femme au développement, le Secrétariat a mis l'accent sur le rôle important joué par les commerçants du secteur informel, en grande partie composé de femmes, dans le développement du commerce intrarégional; selon les données disponibles, la contribution de ce secteur a même, dans certains cas, dépassé celle du secteur officiel. Le secteur informel a également joué un rôle appréciable dans la promotion de l'intégration régionale, ce type d'échanges allant au-delà des barrières linguistiques.

108. Plusieurs délégations ont manifesté leur soutien au programme du Secrétariat sur la femme dans le processus de développement (WID), dans le cadre duquel diverses études et des efforts de recueil d'information avaient permis d'obtenir des renseignements sur le degré d'influence et l'incidence du secteur informel sur les activités économiques des pays membres. Le Secrétariat a signalé que la base de données informatisée qu'il avait mis sur pied dans ce domaine et qui était accessible aux pays membres contribuerait à l'élaboration de certains programmes d'assistance, tels que la formation de coopératives, les cours de langue pertinents et l'introduction de mesures législatives visant à protéger et à aider les commerçants du secteur informel. Le programme global, qui pourrait éventuellement être réalisé en collaboration avec l'OIT, fera l'objet de précisions supplémentaires au fur et à mesure que l'information sera disponible.

109. A la demande de la délégation des Antilles néerlandaises, il a été convenu que la CEPALC enverrait une mission spéciale pour rassembler les données sur les expériences régionales, la recherche et la documentation dans le domaine de l'intégration de la femme au développement économique et social.

110. Le Secrétariat a ensuite mentionné d'autres activités menées dans le cadre du programme sur la femme et le développement (WID), telles que l'élaboration d'une "bibliographie sur la femme", les activités de formation, plusieurs publications et la participation active aux réunions tenues sur la question de la femme dans toute la région. Il a également reconnu la collaboration de l'OIT et du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et a manifesté le souhait que ces contacts soient maintenus.

111. Les représentants de l'OIT et du FISE ont signalé aux participants que des conseillers du programme WID étaient désormais attachés à leurs bureaux respectifs et se feraient un plaisir de collaborer avec la CEPALC. Le représentant de l'OIT a également informé les participants que son organisation collaborait actuellement avec l'UNIFEM dans le cadre d'un projet



visant à favoriser la prise de conscience parmi les jeunes femmes adolescentes quant à leurs possibilités d'emploi futur.

112. La délégation des Antilles néerlandaises a invité les pays membres du CDCC à participer à une conférence d'organisations non gouvernementales sur l'avenir des jeunes femmes, qui aura lieu à Curaçao en mars 1990.

113. Le Secrétariat s'est ensuite référé au programme actuellement en cours d'exécution et consistant à fournir un soutien en termes de services et d'infrastructure aux pays membres de l'OECO par le biais du Secrétariat de l'OECO; à ce sujet, le Secrétariat a signalé que certains pays de l'OECO avaient ratifié la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes mais n'avaient pas encore présenté le rapport correspondant au Bureau de la Convention. Il a été suggéré que le Secrétariat aide ces pays dans l'élaboration de ces rapports.

#### Coopération CDCC/CARICOM

114. Le représentant du secrétariat de la CARICOM a signalé que son organisation était parfaitement consciente du besoin de coopération avec le CDCC pour garantir une utilisation rationnelle de ressources et éviter des chevauchements; il a signalé qu'une collaboration mutuellement bénéfique avait eu lieu dans certains domaines tels que l'information, la science et la technique et les questions relatives à l'environnement et que les groupes des statistiques et de la démographie du Secrétariat avaient été particulièrement utiles dans la préparation des séries de recensements démographiques de 1990. Le représentant a ajouté qu'il espérait étendre cette coopération à la lutte contre les importations de déchets toxiques et a demandé qu'un exemplaire de l'Accord de Port-of-Spain, adopté lors de la première réunion des Ministres de l'environnement de la CARICOM (31 mai-2 juin 1989) soit remis aux participants. Il s'est également rallié à l'opinion exprimée par certains participants quant à l'importance des études économiques présentées par le Secrétariat et du "guide des procédures commerciales".

115. Le représentant a néanmoins fait remarquer qu'il conviendrait de réviser la qualité de la coopération intersecrétariats; en effet, dans certains domaines, tels que le transport, les consultations ont été déficientes et la coopération dans le cadre du projet TRAINMAR, par exemple, a pratiquement été fortuite. Le représentant a exprimé l'espoir qu'un mécanisme officiel de coopération dans ce domaine soit mis en place. Il a également souhaité que soit renforcée la collaboration entre les secrétariats dans le domaine important du commerce des services —jusqu'à présent, l'attention a été accordée aux services consultatifs (en particulier dans le domaine de l'ingénierie), au tourisme, au transport, au système bancaire et au financement— il a fait remarquer que la région devait chercher à optimiser les bénéfices et éviter de commettre des erreurs dans ces domaines. Il a finalement rappelé qu'il existait déjà une décision prévoyant des consultations entre secrétariats avant d'amorcer l'élaboration de leurs programmes de travail respectifs, mais que cet accord n'était pas respecté; il a finalement suggéré qu'il serait utile d'établir des liens de coopération entre directeurs de programme.

116. Plusieurs délégués ont fait remarquer que tous les pays du CDCC n'étaient pas membres de la CARICOM. Par conséquent, pour les pays non membres de cette dernière organisation, les efforts déployés par les deux secrétariats dans des domaines similaires ne se superposaient pas. Il faudra donc mettre au point un mécanisme qui tienne compte de cette situation; il a été suggéré que la Commission indépendante des Indes occidentales, récemment créée, sera rendue à même de traiter cette question dans le cadre de son programme.

Suite donnée aux résolutions du CDCC et à celles de la CEPALC et d'autres organisations des Nations Unies ayant des conséquences pour le CDCC

117. Le Secrétariat a brièvement passé en revue les activités menées en exécution de résolutions du CDCC ainsi que de celles de la CEPALC et d'autres organisations des Nations Unies en ce qui concerne le Programme d'aide aux petits pays insulaires en développement (résolution 24(XI)); les politiques concernant les déchets toxiques dans l'environnement (résolution 23(XI)); et la stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 43/182).

118. Le représentant des Antilles néerlandaises a posé trois questions qui devront faire l'objet d'un examen plus approfondi: la nécessité d'élargir l'assise économique des pays membres du CDCC et d'encourager la participation des syndicats et du secteur privé au processus de planification; l'évolution récente en Europe de l'est qui pourrait se traduire par un détournement des capitaux et de l'assistance au détriment des petits pays insulaires; et la raison du changement d'optique d'une aide multilatérale à l'assistance bilatérale. Le représentant de l'OIT a reconnu la nécessité de faire appel au secteur non gouvernemental dans la planification du développement économique.

119. Le délégué de la Trinité-et-Tobago a exprimé son regret de constater que le rapport de fond sur les pays insulaires en développement prévu conformément aux dispositions de la résolution adoptée à la session antérieure n'avait pas été soumis au Comité. Le Secrétariat aurait dû présenter au Comité des éléments d'appréciation en vue de la réunion à haut niveau qui serait tenue dans ce domaine en mai 1990. Le délégué d'Antigua-et-Barbuda a souligné qu'il était particulièrement urgent d'élaborer et de recueillir des données illustrant les différences de situation existant entre les petits pays insulaires et les pays les moins avancés. Plusieurs délégations se sont ralliées avec la proposition selon laquelle le Secrétariat devrait convoquer une réunion préparatoire en mars 1990 afin de coordonner la position des pays des Caraïbes. Il a été fait remarquer qu'il existait déjà un grand nombre de documents qui pourraient servir de base aux documents de travail de la réunion.

120. Certains délégués ont demandé au Secrétariat de fournir une information plus précise et des orientations plus claires sur la question de l'environnement et des déchets toxiques. Un délégué a exprimé le regret que les Caraïbes n'aient pas été représentés à la réunion tenue à Bâle pour mettre au point une convention sur les déchets toxiques. Il a ajouté que le groupe des Caraïbes devait accorder la priorité à l'environnement et au



développement et utiliser les ressources données pour élaborer des lignes d'action propres à favoriser l'atteinte des objectifs du développement. Le délégué de la Jamaïque a proposé que le Secrétariat aide les Etats membres à coordonner leurs vues et leur participation dans le cadre des travaux préparatoires de ces réunions.

121. Le représentant de l'OTT a signalé que son organisation étudiait les retombées sociales de l'ajustement structurel tant au niveau technique qu'institutionnel, et que la question du mécanisme tripartite aux fins du développement économique serait envisagée lors de la réunion de l'OTT prévue pour 1990.

122. Certains participants ont fait ressortir la nécessité d'une plus grande interaction entre les réseaux universitaires des Caraïbes et ont proposé l'établissement de relations à ce niveau moyennant l'échange de membres du Conseil des facultés; l'échange d'étudiants et de professeurs; l'élaboration de cours obligatoires sur l'intégration régionale dans les Caraïbes; la co-réalisation de cours entre universités; et la mise au point des projets communs propres à favoriser l'intégration régionale.

123. Au nom de son gouvernement et du gouvernement haïtien, le représentant de la République dominicaine a exprimé sa sincère reconnaissance et ses remerciements au Secrétariat pour l'aide apportée et les efforts qu'il a déployés dans le cadre de l'exécution de la résolution 22(XI) pour faciliter la participation de ces pays au Groupe des Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

#### Point 6 de l'ordre du jour - Rôle et fonctionnement du CDCC

124. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a rappelé que la Commission avait conçu le CDCC en tant que véhicule propre à faciliter la représentation des opinions de la sous-région quant aux problèmes de développement. De même, la CEPALC cherchait à fournir une aide mixte à la région, et notamment par l'octroi d'éléments d'appréciation aux fins de l'élaboration de politiques, d'assistance technique, d'activités opérationnelles et d'une instance propre à favoriser l'échange de vues entre les pays membres. Toutefois, la Commission n'est pas un organisme donateur, ni une institution spécialisée. Elle coopère avec ces organismes afin de mieux servir les gouvernements, leur soumet des propositions et maintient avec eux un dialogue constant; c'est pourquoi il a été nécessaire de créer un bureau régional. Le Secrétaire exécutif a ajouté que, bien qu'on ne dispose jamais d'assez de ressources, les fonds disponibles étaient suffisants pour réaliser un travail honorable pour le CDCC et financer les projets qui en valent la peine.

125. Répondant à une question posée par un représentant quant à savoir si les problèmes liés à la définition du rôle du CDCC étaient dus au gouvernement ou au Secrétariat, le Secrétaire exécutif a signalé, qu'à son avis, le Secrétariat était en partie responsable de cette situation, qu'il prenait note de la préoccupation du représentant et s'efforcerait d'y remédier dans la mesure du possible. Cependant, il a fait remarquer que, le développement étant un processus complexe, les résultats des efforts déployés

pour atteindre cet objectif sont beaucoup plus difficiles à évaluer que, par exemple, le bilan d'une banque.

126. Les délégués ont remercié le Secrétaire exécutif d'avoir exposé la conception de la CEPALC. Ils ont reconnu que plusieurs sections du gouvernement, et même parfois les points de convergence, n'étaient pas au courant des activités du CDCC; il était, par conséquent, difficile de superviser les progrès accomplis dans le programme de travail. Les représentants sont convenus que le Secrétariat présente un rapport d'activités sous la forme d'un bilan comprenant les activités réalisées et non réalisées, ainsi que les raisons qui expliquent ce manque de réalisation.

127. Le représentant des îles Vierges américaines, en sa qualité de Président sortant de la onzième session du CDCC, s'est référé à la résolution concernant le rôle et le fonctionnement du CDCC adoptée à cette session. Il a attiré l'attention du Comité sur les rapports concernant les deux réunions du Comité de surveillance tenues depuis lors et a rappelé les propositions formulées, à la onzième session, par le Ministre des affaires étrangères et du commerce international de la Trinité-et-Tobago et la formation postérieure d'un groupe de travail de la CARICOM chargé d'examiner le rôle et le fonctionnement du CDCC. Il a également rappelé que le Comité de surveillance avait demandé au Secrétariat de présenter un rapport global sur cette question et a fait part de sa déception en l'absence d'un tel rapport. Il a aussi exprimé l'espoir que le Secrétariat fournisse les documents pertinents à la réunion en question, conformément aux sollicitudes déjà formulées.

128. En ce qui concerne les réunions du Comité de surveillance, le représentant du Secrétariat a signalé que la première réunion avait fourni l'occasion d'un échange de vues entre le Comité et le Secrétariat sur la composition et le mouvement de personnel au sein de ce dernier. Cette réunion avait été saisie d'un document qui permettait une évaluation à mi-parcours de la mise en oeuvre du programme de travail. Les débats ont également porté sur l'exécution de plusieurs recommandations formulées par le Ministre des affaires étrangères et du commerce international de la Trinité-et-Tobago.

129. Le Secrétariat a confirmé qu'il était important de poursuivre les activités de CTPD, comme le souligne le rapport émané de la réunion du Comité de surveillance mentionnée plus haut, en précisant que ces activités constituent la raison d'être du CDCC. Certains représentants ont néanmoins signalé que le Secrétariat ne tirait pas pleinement parti des modalités de CTPD, ce type d'activité n'étant pas mentionné dans les documents présentés à la réunion. Le Secrétariat a fait remarquer que la CTPD impliquait certains coûts qui devaient être pris en charge par le pays récipiendaire. Néanmoins, il s'était vu dans l'obligation de modifier l'application de ce concept afin de s'acquitter des tâches les plus prioritaires, étant donné que le coût devant être pris en charge par les pays bénéficiaires représentait parfois un obstacle important.

130. En réponse à la question de savoir si toutes les demandes émanées des deux sessions du Comité de surveillance avaient été satisfaites, le Président du Comité de surveillance a signalé que le rapport sollicité aux termes des résolutions pertinentes adoptées à la onzième session n'avait pas été

élaboré. Toutefois, le Secrétariat a signalé que la réponse du Secrétaire exécutif figurant en annexe du document IC/CAR/G.277 visait à répondre à cette demande.

131. Le Comité a exprimé sa déception face au manque de progrès accomplis dans l'exécution de mandats des gouvernements, comme le démontre le fait que le Secrétariat n'ait pas convoqué les réunions interinstitutions sollicitées par le Ministre des affaires étrangères et du commerce international de la Trinité-et-Tobago, ce qui explique pourquoi une autre résolution était actuellement proposée sur cette même question. Les participants ont suggéré que l'absence d'activité dans ce domaine de la part du Secrétariat faisait état d'un manque de volonté d'exécuter la résolution 26(XI).

132. Il a également été fait référence à la résolution 13(VII) qui démontre la préoccupation des Etats membres depuis la session de 1983 du CDCC, face au délai à pourvoir les postes vacants au sein du Secrétariat. Malheureusement, cette préoccupation subsiste. Les délégués ont exprimé leur frustration de constater que le Secrétariat n'avait pas satisfait les demandes des gouvernements: les demandes préalables visant à la réaffectation du poste P-5 de Santiago étaient restées sans réponse et, 12 mois plus tard, le poste était encore à Santiago. Il semble donc que la mise en garde formulée par le Ministre des affaires étrangères et du commerce international de la Trinité-et-Tobago à la onzième session, à savoir que le Secrétariat ne devait plus perdre de poste, ait été ignorée. Depuis lors, le Secrétariat avait également perdu les services et le poste du fonctionnaire chargé du commerce et de plusieurs autres fonctionnaires, y compris celui du responsable du projet concernant les femmes dans le processus de développement (WID), qui avait été affecté à la Namibie. Les participants ont fait remarquer que, depuis 1983, le Comité a accordé la plus haute priorité à la question de la participation de la femme au développement; toutefois, et malgré le recrutement de plusieurs fonctionnaires temporaires, aucune nomination n'avait été effectuée pour remplacer le fonctionnaire responsable de ce programme. A cet égard, il a été rappelé que le représentant de la CNUCED avait signalé à la onzième session que, bien que les nominations temporaires constituent une pratique admise au sein de l'Organisation des Nations Unies, il ne fallait pas abuser de ce type de nomination qui pourrait contribuer à frustrer le désir des gouvernements. A la lumière de cette méconnaissance persistante des priorités fixées par les gouvernements et des mandats convenus par ces derniers, il est indispensable que le Comité trouve une solution à ce problème.

133. Un autre délégué a fait référence aux déclarations formulées par le représentant de la Trinité-et-Tobago à la septième session et à une intervention formulée lors de cette réunion et qui résumait la position des pays en ce qui concerne les réunions du CDCC, notamment en ce qui concerne les éléments suivants:

a) Trop peu de programmes ont été réalisés au niveau du CDCC et de la CEPALC;

b) Il est urgent de rationaliser les programmes afin d'éviter le chevauchement et la superposition des efforts;

c) Le Secrétariat doit être doté des ressources nécessaires à la réalisation de ses mandats.

Le représentant a ajouté que l'examen de ces trois points à la lumière de la situation actuelle faisait apparaître la complexité du problème. Les participants ont rappelé que la responsabilité du Secrétariat consistait à exécuter les mandats que les gouvernements lui avaient confiés. On a également rappelé la résolution 20(IX) aux termes de laquelle le Secrétariat avait été prié de mener des consultations auprès des gouvernements membres en vue de déterminer des domaines d'intérêt commun et de renforcer les relations de travail avec la CARICOM et le SELA dans des domaines présentant un intérêt pour les pays membres du CDCC. A cet égard, le Comité avait demandé au Secrétariat de mener les consultations pertinentes pour identifier des projets concrets de coopération au sein de la sous-région des Caraïbes et de l'Amérique latine. Il a été rappelé que le Comité avait sollicité, à maintes reprises, au Secrétariat d'élargir ses activités et d'accorder la priorité aux projets n'impliquant pas de trop fortes dépenses mais couvrant un grand nombre de pays. L'une de ces activités était le projet de suppression des barrières linguistiques mené conjointement avec les Antilles néerlandaises. Il faudra attendre plusieurs années pour évaluer le succès de ce projet.

134. Ce projet a été cité à titre d'exemple, sa définition précise facilitant un suivi effectif. Il serait particulièrement intéressant de pouvoir disposer d'un rapport sur le financement requis par ce projet et le type d'activité devant être réalisée. Ce type de rapport, de l'avis des participants, faciliterait l'évaluation des progrès accomplis dans le cadre des programmes. Un délégué a rappelé l'intervention du Ministre des affaires étrangères et du commerce international de la Trinité-et-Tobago à la session antérieure, et selon laquelle le CDCC constituait un lien essentiel entre les pays des Caraïbes anglophones et le reste des Caraïbes. Il a exprimé certains doutes quant aux réalisations du Secrétariat dans ce domaine et a souligné l'importance du CDCC en tant que mécanisme de collaboration et de coopération susceptible de bénéficier tous les pays de la sous-région.

136. En ce qui concerne le Comité de surveillance, le Secrétariat a été prié de présenter un rapport sur les projets prévus pour la période biennale 1990-1991, dans lequel il préciserait les différentes sources de financement permettant la mise en oeuvre des projets. Il a été fait remarquer que les documents sur le programme de travail ne répondaient pas aux désirs des participants. Ceux-ci ont attiré l'attention sur la différence entre le programme de travail de la CEPALC et celui du CDCC.

137. Un autre représentant a demandé au représentant du Secrétariat de répondre à quatre questions bien précises:

a) Quelle est la différence entre le siège sous-régional de la CEPALC, d'une part, et le CDCC?

b) Quelles sont les normes budgétaires: quel est le montant du budget et, d'une façon plus spécifique, comment se déroule le processus budgétaire?

c) Quel est le rôle du fonctionnaire de liaison du CDCC à Santiago?

d) Pourquoi est-il si difficile de dresser une liste des points de convergence des pays du CDCC? Tous les pays du CDCC n'en ont-ils pas un?

138. Répondant à une demande préalable d'éclaircissement, il a été précisé que la CARICOM s'était efforcée de déterminer quelles propositions, parmi celles formulées par le Ministre des affaires étrangères et du commerce international de la Trinité-et-Tobago à la onzième session, pouvaient être mises en œuvre à l'échelon du CDCC. La CARICOM a également cherché à savoir ce qu'il fallait faire pour mettre en œuvre les propositions restantes. Il a également été signalé que, de l'avis du Secrétaire exécutif de la CEPALC, certaines propositions formulées à la onzième session n'étaient pas réalisables et que d'autres devaient être approuvées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et l'Assemblée générale. Le représentant a informé les participants à la réunion que la CARICOM n'avait trouvé aucune réponse à ces questions.

139. Un représentant a signalé que, ces derniers temps, les Etats membres du CDCC n'avaient pas prêté une très grande attention aux activités du Secrétariat et que les gouvernements ne connaissaient pas le budget de la CEPALC. Il a posé la question de savoir s'il ne conviendrait pas de remanier entièrement le programme de travail.

140. Le représentant du Secrétariat a précisé que la mise en œuvre de certaines propositions formulées par le Ministre des affaires étrangères et du commerce international de la Trinité-et-Tobago ne relevait pas du domaine de compétence du CDCC et que ces questions devaient être résolues par les organismes pertinents des Nations Unies à New York. En ce qui concerne la différence entre la CEPALC et le CDCC, le représentant a expliqué que le budget du Secrétariat du CDCC (qui, ces derniers temps, représentait quelques 2.5 millions de dollars par période biennale) était imputé au budget de la CEPALC. La Commission présentait les estimations budgétaires dérivées du programme de travail au système des Nations Unies en vue d'en couvrir le financement; ce budget doit donc être élaboré conformément aux normes des Nations Unies. Les fonds extra-budgétaires dont il est question reflètent les efforts déployés par le Secrétariat de la CEPALC/CDCC à Port-of-Spain pour obtenir ce type de ressources.

141. Le représentant du Secrétariat a expliqué que, dans la plupart des pays, le point de convergence du CDCC était constitué par le Ministère des affaires étrangères. En ce qui concerne les relations entre le CDCC et les organisations des Nations Unies, le représentant a signalé que le représentant résident du PNUD avait convoqué une réunion interinstitutions périodique à Port-of-Spain pour examiner les travaux menés par les organisations des Nations Unies. Le Secrétariat du CDCC a également travaillé en étroite collaboration avec le FNUAP à la Jamaïque, à Haïti et à Cuba. Des contacts ont également été établis avec l'OIT dont la base de données est à présent accessible au Secrétariat. Le Groupe de l'information sur les brevets et la documentation du Secrétariat (PIDU) est chargé des activités réalisées en collaboration avec l'OMPI. Il existe également des contacts avec l'Unesco, moyennant le Réseau d'innovations éducatives pour le développement dans les Caraïbes (CARNEID), des cours de formation en matière de systèmes d'information par le biais du programme CDS/ISIS et en matière de science et de technologie par l'intermédiaire du CCST. Le Secrétariat collabore

également avec le FNUAD, la CNUCED, la FAO, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (UNCTC) et d'autres organisations. Il existe également des rapports de collaboration permanente avec la CARICOM, l'OECO, le SELA et la BDC. En ce qui concerne les activités menées en collaboration avec le secteur privé, il a été signalé que le Secrétariat du CDCC avait co-parrainé une réunion de la Confédération des employeurs des Caraïbes à Haïti, au cours de laquelle Haïti avait été admis en qualité de membre. Le représentant du Secrétariat a également mentionné plusieurs exemples de collaboration avec plusieurs pays non indépendants de la région, servant ainsi de liaison entre ces derniers et le système des Nations Unies. De même, il a poursuivi des activités menées avec les Antilles néerlandaises pour renforcer des liens avec le FNUAP et le groupe de la CTPD à New York. Un projet en matière de démographie est actuellement en cours d'exécution à Haïti. Le fonctionnaire chargé du tourisme du Secrétariat a fourni des services consultatifs au gouvernement haïtien et à Cuba; le Secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs organisations dans l'exécution d'une série de projets en matière de suppression des barrières linguistiques. Après avoir signalé qu'il avait dû recueillir des fonds en dehors du système des Nations Unies pour réaliser certaines de ces activités, le Secrétariat a demandé aux gouvernements qui avaient fait l'objet de cette assistance de rejeter les déclarations selon lesquelles le Secrétariat n'avait pas répondu à leurs demandes.

142. En ce qui concerne la perte de postes, il a été précisé qu'un certain nombre de postes nouveaux au sein du Secrétariat avaient été financés à l'aide de sources extérieures au budget ordinaire. Le représentant a attiré l'attention du Comité sur la distinction à faire entre postes vacants et occupés. Occuper un poste permet d'accorder la préférence à certaines personnes appartenant aux gouvernements des Etats membres, possédant l'expérience pertinente et susceptibles de contribuer aux travaux du Secrétariat.

143. Des progrès avaient été accomplis grâce à l'acquisition de nouvelles installations plus propices au travail. De même, quelque 750 000 dollars destinés à l'achat de matériels et de logiciels d'informatique avaient été obtenus, dans une large mesure, grâce à des fonds extra-budgétaires.

144. Outre son programme ordinaire d'activités, le Secrétariat a fourni des services consultatifs à certains gouvernements, par l'intermédiaire de leurs ministères du plan et des finances, et d'autres ministères.

145. Le Secrétariat s'est efforcé de consulter les gouvernements quant aux activités réalisées, tout en gardant à l'esprit les limitations financières et les contraintes impliquées par les normes et les règlements du système des Nations Unies.

146. Un autre représentant s'est montré préoccupé du fonctionnement actuel du CDCC; il a souligné le besoin de méditer sur la façon dont cette institution pourrait mieux accomplir sa tâche. Il a été signalé qu'il serait vain d'élaborer de nouvelles résolutions pour améliorer les résultats du CDCC; il fallait chercher une modalité permettant aux gouvernements et au Secrétariat de collaborer pour trouver une solution à cette question. Il fallait également trouver la façon de résoudre le problème de communication



apparent et qui explique pourquoi les points de convergence ignorent souvent les programmes mis en oeuvre par le Secrétariat en collaboration avec les ministères pertinents.

147. Tout en reconnaissant l'ampleur des activités devant être réalisées par le CDCC, un autre représentant a toutefois fait remarquer que, globalement, les résultats de ces activités étaient insuffisants, sauf dans les domaines de l'information et des statistiques. Les travaux du Comité étaient saupoudrés et, partant, ne sont pas centrés sur la mise en oeuvre des principales priorités gouvernementales. En outre, dans le domaine de la formation, qui constitue l'une des activités les plus importantes du CDCC du point de vue quantitatif, on peut se poser la question de savoir si cette formation, dans chaque cas, allait au-delà de la personne directement concernée. Il a également été signalé que dans de nombreux domaines, le programme de travail du CDCC prévoyait une assistance qui n'était guère plus importante que celle que les gouvernements pourraient fournir par leurs propres moyens, sans grands efforts. Ce souci pour le fonctionnement actuel du CDCC découle, dans une large mesure, du fait que les Etats membres attendent du Secrétariat qu'il produise des résultats concrets en matière de développement et qu'il fasse appel à des mécanismes transparents pour optimiser les ressources substantielles disponibles dans l'ensemble du système des Nations Unies. A cet égard, il a été précisé qu'il était urgent de convoquer une réunion interinstitutions dans les plus brefs délais.

148. Un délégué a fait remarquer que le budget du CDCC ne correspondait pas à la gamme d'activités qui lui étaient confiées et que, par conséquent, il fallait féliciter le Secrétariat d'avoir su gérer des ressources limitées. Cependant, le Secrétariat devrait s'efforcer de faire connaître davantage les efforts qu'il déploie.

149. Répondant à une question posée par un représentant, le fonctionnaire du CDCC chargé de la liaison à Santiago s'est référé à sa fonction qui consiste essentiellement à apporter aux activités de la CEPALC à Santiago une perspective caraïbéenne. Bien que les principales fonctions techniques soient liées à la division du développement économique, et visent surtout à fournir une quantité croissante de données sur les Caraïbes aux fins des études économiques, il existait également une fonction consultative qui consistait à fournir les données correspondant aux Caraïbes aux fins des missions, des documents et des projets. Répondant à une autre question, le fonctionnaire a signalé que la liaison était essentiellement basée sur l'envoi d'information des Caraïbes à la CEPALC à Santiago, plutôt que l'inverse.

150. En réponse aux questions posées par diverses délégations, le Secrétariat a indiqué que la majeure partie du budget était destinée à couvrir les rémunérations du personnel et les dépenses opérationnelles; le programme est essentiellement de type technique et consultatif (requérant un haut niveau de qualification), et exige de grands efforts tant au niveau du personnel que des installations.

151. Le Secrétariat a été prié de présenter des rapports périodiques sur le recrutement de personnel du CDCC, y compris sur les activités menées par les différents membres du personnel et les sources de financement des différents postes, en particulier en ce qui concerne les nominations à court terme et

les consultants. Malgré le mandat selon lequel le Secrétariat doit accorder la priorité aux activités de consultation et de coopération, plutôt qu'à l'exécution de projets, il lui a été demandé de fournir de plus amples informations quant à la sélection de projets et au pouvoir d'engagement, de façon à déterminer les liens entre l'autorité et l'action.

152. Le Secrétariat a répondu que les projets étaient de nature diverse. Certains étaient destinés à engager du personnel et d'autres à représenter l'optique des Caraïbes dans le cadre des projets à l'échelon régional. Le Secrétariat était également en mesure d'exécuter des projets répondant aux orientations du programme adopté et aux priorités fixées. D'autres projets concernent la fourniture d'équipement. Il était également possible d'obtenir un financement spécial lorsque les pays donateurs présentaient un intérêt spécifique dont la région pourrait se bénéficier. Le Secrétariat a signalé que dans la présentation, il avait mis l'accent sur les résultats plutôt que sur la question du personnel et il a précisé que celui-ci pouvait provenir de différents domaines afin de compléter les ressources du Secrétariat. Il a été précisé que les résultats du Secrétariat n'étaient pas toujours tangibles ou visibles, un grand nombre d'activités visant essentiellement à contribuer à des programmes et à des activités exécutées à l'échelon gouvernemental. Bon nombre de ces activités, comme dans les domaines des bases de données, d'information et de statistiques, malgré leur coût élevé en termes de mise sur pied et de maintien, étaient offertes gratuitement au public. Il a également été fait remarquer que le gouvernement des Pays-Bas avait financé des activités visant au développement des ressources humaines et de formation dans différents secteurs.

153. De même, le gouvernement des Pays-Bas avait manifesté la volonté d'appuyer certains projets du CDCC, tels que le projet sur la "Promotion de politiques de formation dans la sous-région des Caraïbes" et la "Suppression des barrières linguistiques".

Points 7 à 9 de l'ordre du jour - Programme de travail du CDCC  
pour la première partie de l'exercice biennal 1990-1991;  
Programme de travail du siège sous-régional de la CEPALC  
pour l'exercice biennal 1992-1993; Plan à moyen terme  
de l'Organisation des Nations Unies (1992-1997)

154. Répondant à une proposition selon laquelle le programme de travail du CDCC pour la période 1990-1991 et celui du bureau de la CEPALC à Port-of-Spain devraient être définis de façon séparée, le Secrétariat a signalé que le programme pour l'exercice biennal 1990-1991 avait déjà été approuvé par le CDCC et financé; ce programme comprend essentiellement des activités déjà en cours d'exécution qui seraient poursuivies en 1990. Il a néanmoins été précisé qu'il existait une marge de flexibilité permettant d'effectuer certaines modifications quant aux priorités définies dans le programme adopté, en fonction des circonstances et des nouveaux besoins ressentis par les Etats membres.

155. En conséquence, et en ce qui a trait aux activités spécifiques devant être amorcées en 1990, il a été proposé de:



a) Mettre sur pied une base de données contenant l'information sur les ressources disponibles en matière de formation linguistique dans la région (le Secrétariat a précisé qu'il existait déjà des installations disponibles pour la réalisation de ce type d'activités, sans devoir faire appel à de nouvelles ressources);

b) Inclure Haïti dans les consultations nationales menées en matière de science et de technologie;

c) Modifier le programme de travail pour la période 1990-1991 afin de mettre en relief le fait que la formation d'interprètes serait destinée à épauler les efforts déployés par le CDCC en faveur de la suppression des barrières linguistiques;

d) Mener des consultations auprès du bureau de la CEPALC à Mexico afin d'intensifier les relations, dans le cadre du programme de travail, entre le CDCC et Cuba, Haïti et la République dominicaine;

e) Fournir ou chercher l'assistance ou les fonds requis pour garantir un fonctionnement opérationnel, au cours de cette période biennale, des points de convergence nationaux du réseau d'information sur la science et la technique existant entre les pays membres du CDCC et amorcé dans le cadre des programmes du Réseau d'information sur la science et la technologie dans les Caraïbes (CARSTIN) et du Programme régional pour le renforcement de la coopération entre réseaux et systèmes nationaux d'information pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (INFOLAC);

f) Demander au Secrétariat de chercher à favoriser les échanges commerciaux au sein de la région ainsi qu'entre membres du CDCC et les marchés latino-américain et européen (à cet égard, la délégation des Antilles néerlandaises a offert les services de la Curaçao Incorporated et du Centre de ressources en télécommunications de la SETEL à Curaçao pour aider le Secrétariat et les pays membres à étudier les possibilités d'améliorer l'infrastructure actuelle de la région en matière de communications);

g) Mettre l'accent sur l'apport de technologie aux petits et moyens exploitants agricoles et encourager le commerce de produits finis et semi-finis.

Le Secrétariat a indiqué que ces propositions feraient l'objet d'un rectificatif.

156. Il a été fait remarquer que le programme de travail du CDCC pourrait, à l'avenir, être élaboré de telle sorte que les programmes des Caraïbes soient clairement différenciés du programme de travail de la CEPALC. C'est pourquoi il a été demandé au Secrétariat de modifier la présentation du document sur le programme de travail de façon à déterminer l'ordre des priorités par rapport aux différents postes budgétaires; à préciser les fonds affectés aux différents éléments du programme et à spécifier la part des fonds qui serait allouée à certains postes tels que les dépenses et frais de voyage des experts.

157. Le Secrétariat a fait remarquer que la présentation actuelle offrait au budget du CDCC un plus grand degré de flexibilité, le budget concernant l'ensemble du programme. Selon les nouvelles directives de l'Organisation des Nations Unies, il doit y avoir une relation entre les affectations spécifiques de fonds et les résultats. Cependant, les nouvelles procédures offraient la garantie d'une plus grande transparence quant au financement de chaque élément du programme.

158. Répondant à des questions sur les activités de l'Institut latino-américain des Nations Unies pour la prévention du délit et le traitement du délinquant (ILANUD) dans le domaine de la protection de l'environnement, le Secrétariat a signalé que cette institution menait actuellement un programme pilote en ce qui concerne la législation sur la protection de l'environnement. Il suivrait de près ces activités de façon à déterminer si elles présentent quelques avantages pour la région.

159. Le représentant des Bahamas a fait remarquer que l'agriculture, le commerce international et le financement du développement constituent des domaines hautement prioritaires et que la CTPD fournit le cadre dans lequel doivent s'inscrire les activités relatives au commerce international et à l'agriculture.

160. Répondant à une question, le représentant du Secrétariat a signalé que la coopération économique et technique prévue entre le CDCC et les pays du bassin du Pacifique pour l'exercice biennal 1992-1993 sera réalisée par le biais des contacts établis avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et pourrait se centrer, par exemple, sur le programme de cette dernière en matière de petits pays insulaires en développement ou sur les techniques mises au point par les japonais en matière de transport entre îles. Il a également été convenu de superviser de façon permanente les activités menées par le SELA en ce qui concerne les pays du bassin du Pacifique.

Point 10 de l'ordre du jour - Mise sur pied d'un secrétariat  
permanent du Conseil des Caraïbes pour la science  
et la technologie (CCST)

161. Le représentant de l'Unesco a attiré l'attention sur le fait que son organisation participe actuellement aux travaux menés par le CCST afin d'incorporer la science et la technologie aux activités de développement. L'Unesco a été partie prenante dans la création du CCST et reconnaît la validité de cet organisme. En ce qui concerne la proposition visant à convoquer une réunion interinstitutions périodique, parallèlement aux sessions du CDCC, l'Unesco serait heureuse de participer à cette activité. Quant à la création d'un secrétariat permanent pour le CCST, le représentant a signalé que l'Unesco continuerait d'apporter son concours au niveau des programmes de cet organisme mais n'est pas en mesure de fournir un appui en termes d'infrastructure.

162. Certains participants ont exprimé leur malaise quant aux résultats du CCST qui peuvent être qualifiés de modestes. Cependant, le Comité exécutif avait proposé, à sa dernière réunion, de nouvelles directives qui devraient

se traduire, à la prochaine réunion, par un regain d'activité du Comité. Il a été fait remarquer que le CCST devrait se prononcer, lors de sa prochaine session plénière, sur l'éventuelle mise sur pied d'un secrétariat permanent pour cet organisme.

163. Etant donné qu'il était peu probable de pouvoir compter sur un financement suffisant pour garantir la création d'un secrétariat permanent pour le CCST, il a été proposé que le Secrétariat du CDCC continue d'assurer cette fonction.

#### Point 11 de l'ordre du jour - Questions diverses

164. Le Secrétariat a signalé qu'il avait une responsabilité à assumer en matière de prévention des catastrophes et que, bien qu'il ne disposait pas du financement nécessaire pour fournir une assistance directe aux gouvernements des Etats membres ayant été victimes de catastrophes naturelles, la CEPALC pouvait néanmoins les aider à organiser les tâches de reconstruction et de redressement. Ce type d'assistance, basée sur l'expérience acquise dans les activités menées à la suite de catastrophes naturelles survenues en Amérique du sud et centrale est fourni sous la forme de missions destinées à élaborer des programmes à court et à moyen terme et à mettre au point des normes susceptibles de permettre aux pays d'acheminer les ressources nécessaires. Une aide peut également être fournie aux pays non indépendants dans les relations avec le système des Nations Unies. A cet égard, des activités ont été menées en coordination avec certaines organisations régionales telles que la CARICOM, l'OECO et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO); le représentant de la CARICOM a signalé que le projet de l'UNDRO dont il était question était dans son étape finale et que, suivant les directives des chefs de gouvernement de son organisation, il serait pris en charge par le secrétariat de la CARICOM vers la mi-1990. Au départ, il avait été prévu de couvrir, dans ce projet, les Etats de la CARICOM mais il devrait pouvoir s'étendre par la suite à d'autres pays. Le CDCC serait informé de tout fait nouveau en temps opportun.

165. Les participants ont remercié le Secrétariat d'avoir précisé son rôle dans ce domaine. Dans le même temps, il a été fait référence à d'autres initiatives menées dans le cadre du système des Nations Unies, et en particulier en exécution de la résolution de l'Assemblée générale parrainée par Antigua-et-Barbuda et d'une résolution de la quatrième Commission concernant l'aide à fournir aux pays victimes des catastrophes. Il a été fait remarquer que l'Organisation des Nations Unies avait déclaré la décennie 1990 comme Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles et, qu'à cet égard, le CDCC devait respecter la proposition selon laquelle chaque organisation doit élaborer son plan d'action propre. Il a été demandé au Secrétariat de collaborer aux activités menées par les différentes organisations ainsi qu'à l'élaboration d'un plan d'action en faveur des pays victimes de l'ouragan Hugo.

Point 12 de l'ordre du jour - Lieu et date de la treizième session du CDOC

166. Le Secrétariat a été prié de mener des consultations auprès des Etats membres afin de déterminer le lieu et la date de la treizième session du CDOC.

Point 13 de l'ordre du jour - Examen et adoption du rapport

167. Le Comité a adopté le rapport et a demandé au Secrétariat de rédiger la version finale et de l'envoyer aux Etats membres dans un délai de 30 jours afin que ceux-ci puissent faire parvenir leurs commentaires.

## SECTION IV

## RESOLUTIONS APPROUVEES

27(XII) GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCES DES PAYS NON INDEPENDANTS  
DES CARAIBES AUX PROGRAMMES ET ACTIVITES  
DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Rappelant la résolution 21(X) de la dixième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) et la résolution 24(XI) de la onzième session du CDCC qui invitait les participants à considérer l'accès des pays non indépendants des Caraïbes aux programmes et activités du système des Nations Unies, dans le but d'identifier des secteurs au sein du système qui pourraient fournir à ces pays une aide technique ou autre destinée à promouvoir leur processus de développement,

Rappelant également les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de ses sessions allant de la sixième à la quarante-troisième qui appelaient à la participation des territoires non indépendants aux travaux des Nations Unies,

Conscient que le premier stade de cette considération par le CDCC a commencé par l'envoi d'une mission à la Bermude, aux îles Turques et Caïques, aux îles Caïmanes, à Anguilla, aux îles Vierges britanniques, ainsi qu'aux îles Vierges américaines, pour identifier le degré actuel de leur participation aux organismes techniques et aux institutions spécialisées des Nations Unies,

Soucieux d'améliorer le degré de participation de ces pays au système des Nations Unies en favorisant leur accès plus généralisé aux programmes qui leur sont proposés par les institutions des Nations Unies,

Renvoyant à l'Article 3 du Mandat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), l'organisme parent du CDCC, en ce qui concerne la vaste portée géographique du CDCC,

Reconnaissant le CDCC, le seul organisme des Caraïbes à niveau ministériel qui soit directement associé aux Nations Unies, comme étant

l'institution régionale la plus appropriée pour promouvoir la participation de ces pays membres non indépendants au système des Nations Unies,

Conscient du succès de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) qui a réussi à assurer la participation des pays non indépendants du Pacifique aux programmes et activités de l'ensemble du système des Nations Unies, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies,

1. Affirme le rôle du CDCC dans les efforts visant à réaliser la plus grande participation possible des pays membres du CDCC à l'ensemble du système des Nations Unies;

2. Décide d'établir un groupe de travail du CDCC chargé d'étudier l'accès des pays non indépendants des Caraïbes aux programmes et activités du système des Nations Unies afin de promouvoir, au sein de ce système, l'octroi de l'assistance technique et autre requise par ces pays pour favoriser leur développement.

## 28(XII) L'ELIMINATION DES BARRIERES LINGUISTIQUES

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Considérant que l'impact le plus important que pourra avoir le Projet régional sur les barrières linguistiques sera de faire acquérir par les populations des Caraïbes une volonté et une acceptation d'étudier et de parler chacun la langue de l'autre dans l'intérêt de la progression de la coopération économique et culturelle,

Considérant qu'une des meilleures manières de promouvoir cela est d'amener très tôt les enfants à entrer en contact avec les langues étrangères afin de créer une prise de conscience durable quant à celles-ci,

Recommande à tous les pays membres:

i) De promouvoir l'enseignement des langues parlées dans la région, et là où cela est jugé utile, du créole des Caraïbes, dès que possible, et de préférence dans les écoles primaires;

ii) De promouvoir l'échange d'étudiants entre les pays des Caraïbes de langues différentes;

iii) De promouvoir des programmes réguliers de radio et de télévision destinés aux jeunes gens, et diffusés dans les différentes langues des pays membres du CDCC;

iv) De soutenir tous les efforts concrets entrepris pour élever le niveau de communication dans le commerce des Caraïbes;

v) D'utiliser tout autre moyen susceptible de promouvoir un haut niveau de prise de conscience de la diversité linguistique.

29(XII) ROLE ET FONCTIONNEMENT DU CDCC: COOPERATION ET  
COORDINATION ENTRE LE CDCC ET LES ORGANISATIONS  
REGIONALES ET INTERNATIONALES ET LES  
INSTITUTIONS SPECIALISEES

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Rappelant la résolution 358(XVI) de la CEPALC, portant création du Comité de développement et de coopération des Caraïbes en tant qu'organe consultatif de coordination pour les activités relatives au développement et à la coordination dans les Caraïbes,

Rappelant les autres résolutions pertinentes du CDCC sur le rôle et le fonctionnement du CDCC,

Prenant en considération le besoin de renforcer la coopération qui existe déjà entre le CDCC et les organisations régionales, les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées, ainsi que d'identifier les domaines où pourrait s'exercer une coopération ultérieure en ce qui concerne le développement économique, scientifique, éducatif, social et culturel des Caraïbes,

1. Demande au Secrétariat de prendre les mesures nécessaires à la promotion et à l'élargissement de la coopération et de la coordination entre le CDCC et les organisations régionales et internationales afin d'accroître la capacité du CDCC d'atteindre ses objectifs;

2. Demande au Secrétariat, en collaboration avec les organisations compétentes de convoquer chaque année une réunion interinstitutions immédiatement avant et une autre peu après la session du CDCC pour assurer et améliorer la coopération fonctionnelle entre le CDCC et les organisations régionales et internationales et d'autres institutions donatrices;

3. Demande également au Secrétariat de soumettre les rapports de ces réunions au Comité de surveillance du CDCC et à la session annuelle du CDCC;

4. Instruit qu'un point sur "la coopération interinstitutions" soit inscrit à l'ordre du jour de chaque réunion du CDCC.



30(XI) COORDINATION ENTRE LES SECRETARIATS DU CDCC ET DE LA  
CARICOM EN CE QUI CONCERNE LES PAYS DU CDCC NON MEMBRES  
DE LA CARICOM

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Rappelant la résolution 358(XVI) de la CEPALC portant création du Comité de développement et de coopération des Caraïbes en tant qu'organisme consultatif et de coordination pour les activités relatives au développement et à la coordination dans les Caraïbes,

Prenant en considération le rôle joué par la Communauté des Caraïbes (CARICOM) dans la promotion de l'intégration économique au sein de la sous-région,

Rappelant également la volonté du CDCC, telle qu'elle est exprimée au paragraphe 3 du dispositif de la Déclaration constitutive du CDCC "d'utiliser l'expérience acquise par la CARICOM et autres organismes, expérience qui est de valeur pour la réalisation du but de la coopération entre les pays des Caraïbes",

Considérant la déclaration du Dr. Sahadeo Basdeo, Ministre des affaires étrangères et du commerce international de Trinité-et-Tobago, lors de la onzième session du CDCC, selon laquelle l'un des principaux objectifs du CDCC a toujours été et restera la promotion de la coopération entre ses membres, et en particulier entre les Etats membres et non membres de la CARICOM,

Prenant en considération l'initiative de la dixième réunion de la Conférence des Chefs de gouvernement de la CARICOM en juillet 1989 de créer une Commission indépendante des Indes occidentales afin de promouvoir la réalisation des buts du traité de Chaguaramas, ainsi que la capacité potentielle de cette commission de renforcer les relations entre les pays membres et non membres de la CARICOM,

1. Demande que le Secrétariat prenne les mesures nécessaires pour faciliter le travail de la Commission indépendante des Indes occidentales afin de donner à cette commission toute l'information nécessaire à la réalisation de ses objectifs;

2. Demande à tous les pays membres et au Secrétariat de promouvoir la coordination entre la Commission indépendante des Indes occidentales et les pays du CDCC non membres de la CARICOM afin de faciliter son travail;

3. Demande enfin au Secrétariat de soumettre un rapport à la treizième session du CDCC en ce qui concerne la mise en oeuvre de cette résolution.

## Annexe I

LISTE DE PARTICIPANTS  
LIST OF PARTICIPANTS  
LISTA DE PARTICIPANTES

## ANTIGUA-ET-BARBUDA

Chef de délégation: S. Exc.  
M. Lionel A. Hurst  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

## BAHAMAS

Chef de délégation: S. Exc.  
M. Edward Charles Carter  
Ministre des affaires étrangères  
Mme Marilyn T. Zonicle

## BELIZE

Chef de délégation: M. Lawrence A. Sylvester  
Premier Secrétaire  
Mission permanente de Belize auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

## CUBA

Chef de délégation: S. Exc.  
M. Raul Taladrid Suárez  
Vice-Ministre  
Comité de collaboration économique  
de l'Etat (CECE)  
  
M. Ramiro León Torras  
M. Pedro M. Alvarez  
Mme Silvina Santos Guisado

## REPUBLIQUE DOMINICAINE

Chef de délégation: M. Pedro María Luna Matos  
Conseiller  
Département des affaires économiques  
Ministère des affaires étrangères  
  
M. Federico Camacho  
Mme Clara Quiñones

GUYANE

Chef de délégation: S. Exc.  
M. Rashleigh E. Jackson  
Ministre des affaires étrangères  
  
Mme Bibi Naseeb Khan

REPUBLIQUE D'HAÏTI

Chef de délégation: M. Leon Massillon  
Consul général d'Haïti aux  
Antilles néerlandaises

JAMAÏQUE

Chef de délégation: M. Stafford Neil  
Haut commissaire de la Jamaïque  
à Trinité-et-Tobago  
  
Mme Cordell Y. Wilson

SAINTE-LUCIE

Chef de délégation: S. Exc.  
Dr. Charles S. Flemming  
Ambassadeur  
Représentant permanent de Sainte-Lucie auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

SURINAME

Chef de délégation: S. Exc.  
M. Ferdinand Van Dijk  
Ambassadeur du Suriname au  
Venezuela

TRINITE-ET-TOBAGO

Chef de délégation: S. Exc.  
M. Eden Arthur Shand  
Ministre chargé du Ministère des  
affaires étrangères et du  
commerce international  
  
M. Louis A. Wiltshire  
M. Francis A. MacBarnette

A. Membres Associés  
Associate Members  
Miembros Asociados

ARUBA

Chef de délégation:

S. Exc.  
M. N. Oduber  
Premier ministre

Mme Jeanette R. Semeleer  
M. M. E. Robles

ANTILLES NEERLANDAISES

Chef de délégation:

S. Exc.  
Mme Maria Liberia-Peters  
Premier ministre

M. Eric N. Kleinmoedig  
Mme Lucita Moenir Alam  
M. Ralph A. Berkel  
M. Peter A. Granger  
M. Dennis Dare  
Mme Bernadette Dougle  
M. Cedric Eisdén  
Mme Diana P. Fleming  
M. E. A. Goilo  
Mme Criselda Hart-Pieterella  
M. Raymond Jessurun  
Mme Joëlle de Jong-Mercelina  
M. Ivan Kuster  
M. Valdemar Marcha  
M. Frank Martinus  
M. Sultan N. Saab

ILES VIERGES AMERICAINES

Chef de délégation:

Dr. Carlyle Corbin  
Représentant pour les affaires étrangères  
Bureau du gouverneur

B. Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies  
United Nations Secretariat  
Secretaría de la Organización de las Naciones Unidas

Département des affaires politiques, de la coopération régionale, de la tutelle et de la décolonisation (SPORCDT)

M. Kenneth N. Jordan, spécialiste des questions politiques  
New York

Département de la coopération technique pour le développement (NU/DTCD)

M. Augusto Silvany, Economiste hors classe  
New York

C. Organismes des Nations Unies  
United Nations Bodies  
Organismos de las Naciones Unidas

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Mlle Dede Emerson Davies, Représentant résident, a.i.  
PNUD, Port-of-Spain

M. Ram Maharaj

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

M. K. V. R. Moorthy, Directeur régional du FNUAP pour les Caraïbes  
FNUAP, Jamaïque

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

M. Gerald Clark, Administrateur de programmes  
FISE, Bureau régional pour les Caraïbes, Barbade

D. Institutions spécialisées  
United Nations specialized agencies  
Organismos especializados

Organisation internationale du travail (OIT)

M. Ian Chambers, Directeur  
Bureau de l'OIT pour les Caraïbes, Trinité-et-Tobago

Organisation maritime internationale (OMI)

Captain W. R. Rial, Conseiller régional en sûreté maritime  
OMI, Trinité-et-Tobago

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)

Dr. Winthrop Wiltshire, Conseiller sous-régional pour la science et la technologie dans les Caraïbes  
Unesco, Trinité-et-Tobago

E. Autres organisations intergouvernementales  
Other intergovernmental organizations  
Otros organismos intergubernamentales

Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)

M. Frank Abdullah, Secrétaire général adjoint  
M. Frank A. Campbell

F. CEPALC  
ECLAC  
CEPAL

M. Gert Rosenthal  
M. Clyde C. Applewhite  
Mme Yvonne Acosta  
Mme Maureen Afoon  
M. Daniel Blanchard  
M. Erik Blommestein  
Mme Barbara Boland  
Mme Coral Brathwaite  
M. Lancelot Busby  
Mme Joanne d'Abadie  
Mme Susan Gordon  
Mme Sylvia Gutiérrez  
M. Trevor Harker  
Mme Christine Philip  
Mme Wilma Primus  
M. Horacio Santamaría  
M. Donatus St Aimee  
M. Wilfred Whittingham

## Annexe II

ALLOCUTION PRONONCEE PAR LE DOCTEUR CARLYLE CORBIN, REPRESENTANT  
POUR LES AFFAIRES ETRANGERES DU BUREAU DU GOUVERNEUR DES  
ILES VIERGES AMERICAINES

Son Excellence, Madame Maria Liberia-Peters, Premier ministre des Antilles néerlandaises,  
Messieurs les ministres des Etats membres du CDCC, messieurs les délégués, mesdames et messieurs,  
Monsieur Gert Rosenthal, Secrétaire exécutif de la CEPALC,

En ma qualité de Président sortant du CDCC, je prends la liberté de féliciter votre Excellence pour votre élection en tant que Présidente de cette douzième session.

J'aimerais également remercier le gouvernement des Antilles néerlandaises pour l'excellente infrastructure qu'il a mis à notre disposition pour accueillir cette importante réunion.

Madame le Premier ministre, messieurs les ministres,

L'année dernière, à la même époque, mon gouvernement a servi d'hôte à la onzième session du CDCC dans l'île de Sainte-Croix, dans les îles Vierges, et a exercé la présidence de cette institution, qui constitue la plus vaste organisation régionale de type intergouvernemental à l'échelon ministériel et aussi le seul organisme régional associé à l'Organisation des Nations Unies.

La onzième session a été caractérisée par un sentiment d'engagement et une volonté de redéfinir le rôle et le fonctionnement du CDCC, à la lumière de la dernière décennie du vingtième siècle, et quelques années seulement avant l'unification de la Communauté économique européenne (CEE), avec les implications potentielles qu'elle représente pour les économies de la région, et dans la perspective de l'avenir de la région des Caraïbes au seuil du troisième millénaire.

A cet égard j'aimerais rappeler que le Président sortant du CDCC, Monsieur Sahadeo Basdeo, Ministre des affaires étrangères et du commerce international de la Trinité-et-Tobago a formulé, dans un discours inaugural énergique à la onzième session du Comité, une série de propositions concernant le rôle du CDCC.

Dans ces propositions, qui ont ensuite fait l'objet d'une résolution du CDCC, il a souligné l'importance du rôle du CDCC en tant qu'organisme de coordination et de consultation, la nécessité d'en faire une institution plus autonome sur le plan des programmes et des finances, ainsi que sur la nécessité de le doter d'un personnel adéquat, qui soit en mesure de mettre en oeuvre le programme de travail adopté par les gouvernements.

Par la suite, cette résolution a servi de base à une étude réalisée par les gouvernements du CDCC par le biais du Comité de surveillance ainsi que

par le Comité permanent des Ministres des affaires étrangères de la CARICOM, moyennant ses propres mécanismes internes.

Lors de la quinzième réunion tenue à Castries, Sainte-Lucie en mai dernier, les ministres des affaires étrangères de la CARICOM ont, en effet, souligné le besoin de transformer le CDCC en une organisation solide et efficace et ont confirmé la volonté de la CARICOM de mettre en oeuvre les recommandations concernant le rôle et le fonctionnement du CDCC adoptées à la onzième session.

C'est pourquoi mon gouvernement a accordé la plus haute priorité à la mise en oeuvre des résolutions du CDCC ainsi que de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Nous avons accordé une intention particulière à l'élaboration d'un plan d'action devant être exécuté par le Secrétariat pour s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée par les gouvernements quant au rôle et au fonctionnement du CDCC.

A cet effet, le Comité de surveillance du CDCC a tenu deux réunions en 1989 pour réviser les progrès accomplis dans l'exécution de ce plan d'action, la première au mois de mars au siège des Nations Unies à New York, et la seconde au mois d'août au siège sous-régional de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) à Port-of-Spain, Trinité.

Au cours de ces deux réunions, le Comité a examiné de près la possibilité de mettre en oeuvre la résolution concernant le rôle et le fonctionnement, et notamment à la lumière des obstacles —réels et imaginaires— qui entravent l'exécution de certaines recommandations spécifiques stipulées dans la résolution pertinente du CDCC.

Le Secrétariat a pu faire part aux gouvernements, au cours de ces deux réunions du Comité de surveillance et par correspondance, de son point de vue quant à l'exécution de cette résolution; le Secrétariat considère en effet que les gouvernements doivent effectuer un suivi des différentes recommandations devant être mises en oeuvre aux différentes instances de l'Assemblée générale des Nations Unies; le Secrétariat estime également que les restrictions financières du système des Nations Unies pourraient freiner, pour ne pas dire empêcher, l'exécution de certaines recommandations, en particulier celles qui ont trait au recrutement du personnel.

A la lumière de cet examen et de l'étude menée parallèlement par la CARICOM en collaboration avec le Comité de surveillance du CDCC, le Secrétariat a informé les gouvernements qu'il présenterait une série de propositions à la douzième session du CDCC.

En ma qualité de Président sortant, c'est avec le plus grand intérêt que je contribuerai à l'examen des propositions formelles qui seront soumises à cette réunion par le Secrétariat.



Madame le Premier ministre, Messieurs les ministres,

Les ministres participants à la dixième et à la onzième sessions du CDCC ont également adopté une résolution concernant un plan d'action pour les petits pays insulaires en développement des Caraïbes.

L'Assemblée générale des Nations Unies a également approuvé une série de résolutions dans lesquelles elle insiste sur le besoin d'adopter des mesures spécifiques en faveur des petits pays insulaires en développement, dont le développement est considérablement freiné par une combinaison de facteurs tels que leurs dimensions réduites, l'isolement, un écosystème fragile, des ressources naturelles limitées, des économies d'échelle, l'éloignement par rapport aux marchés du centre, un marché intérieur étroit, etc., et notamment un facteur particulièrement évident ces derniers temps dans les Caraïbes, à savoir la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles.

La destruction causée par l'ouragan Gilbert à la Jamaïque et au Nicaragua en 1988 et les effets catastrophiques de l'ouragan Hugo dans sept pays membres du CDCC, à savoir Saint-Christophe-et-Nièves, la Dominique, Antigua-et-Barbuda, les îles Vierges britanniques, Montserrat, les Antilles néerlandaises (en particulier Saint-Martin), et les îles Vierges américaines, ainsi que deux pays non membres du CDCC, Anguilla et Porto Rico, se sont traduits par des dommages estimés à des milliards de dollars, des dégâts généralisés et le démembrement de familles entières, en particulier à Montserrat et dans l'île de Sainte-Croix.

La région des Caraïbes est, dans l'ensemble, extrêmement vulnérable à ces tempêtes meurtrières et je suis convaincu que mon gouvernement ne fait qu'exprimer le sentiment de tous les pays membres du CDCC en manifestant sa profonde préoccupation et sa solidarité aux populations des pays victimes de ces catastrophes.

A cet égard, mon gouvernement se félicite des mesures rapidement adoptées par plusieurs gouvernements des Caraïbes, en particulier par Antigua-et-Barbuda, afin de présenter à l'Assemblée générale des Nations Unies une résolution visant à fournir une assistance à plusieurs pays touchés par l'ouragan Hugo, résolution qui a été aussitôt approuvée à l'unanimité.

Mon gouvernement se réjouit également du concours apporté par la quatrième Commission de l'Assemblée générale, présidée par la nation insulaire du Pacifique de Vanuatu, qui a lancé un appel en faveur des îles Vierges britanniques, de Montserrat et des îles Vierges américaines, pour aider ces pays dans les efforts de reconstruction entrepris après le passage de l'ouragan.

Mon gouvernement prend note du fait qu'un point concernant l'aide aux pays touchés par l'ouragan Hugo a été inscrit à l'ordre du jour de la douzième session et attend avec intérêt les propositions du Secrétariat en vue d'acheminer l'assistance du système des Nations Unies en faveur de ces pays dans leurs efforts de relèvement et de reconstruction.

A cet égard, mon gouvernement souhaiterait que soit examiné le rôle que le CDCC peut jouer face aux conséquences de ces catastrophes naturelles dans

les Caraïbes et comment ce comité pourrait et/ou devrait réagir à l'avenir en cas de crise régionale similaire. Nous félicitons l'Assemblée générale des Nations Unies d'avoir approuvé la résolution 42/169 par laquelle elle désigne les années 1990 comme Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, et demande au CDCC de réaliser une étude sur les pays touchés par l'ouragan Hugo, ses conséquences sur le plan du développement économique et des conditions de vie, et les nécessités de reconstruction et de relèvement, y compris l'élaboration d'un projet de relèvement et de reconstruction semblable à celui élaboré par le Secrétariat de la CEPALC pour le Nicaragua quant aux effets de l'ouragan Gilbert en 1988.

Madame le Premier ministre, messieurs les ministres,

Un aspect particulièrement intéressant de la résolution adoptée à la onzième session du CDCC sur les petits pays insulaires en développement concerne l'examen de l'accès des pays non indépendants des Caraïbes aux programmes et aux activités du système des Nations Unies.

Cette étude, qui aurait dû être réalisée par le CDCC, est symptomatique de la perspective plus large appliquée aux Caraïbes, et qui va au-delà des problèmes linguistiques, de la situation constitutionnelle ou d'autres barrières artificielles auxquelles il est traditionnellement fait appel pour nous séparer.

Cette perspective plus large des Caraïbes, conçue par feu le docteur Eric Williams, personnalité éminente et ancien Premier ministre de la Trinité-et-Tobago, constitue le moteur de la création même du CDCC approuvée à la seizième session de la Commission économique pour l'Amérique latine (à l'époque, CEPAL).

Lors de cette session, le docteur Williams s'est référé à la création d'un Conseil de la CEPAL pour les Caraïbes qui serait chargé, de façon spécifique, des questions relatives aux Caraïbes et qui regrouperait toutes les entités gouvernementales des Caraïbes, de Belize à Cayenne, quelles que soient leurs situations politiques.

Ce concept élargi est peut-être la caractéristique la plus précieuse et aussi la plus délicate du CDCC; en effet, notre institution regroupe 13 membres de la Communauté des Caraïbes de langue anglaise (CARICOM), au même titre que des représentants des pays de langue espagnole, française et hollandaise des Caraïbes, à savoir la République dominicaine, Cuba, Haïti, les Antilles néerlandaises et Aruba.

Il faut également souligner la participation, au sein du CDCC, des pays non indépendants des Caraïbes.

Cette participation ne s'étend pas seulement aux pays autonomes, tels que les Antilles néerlandaises et Aruba, librement associés à un pays plus grand, mais également à certains pays définis, par le droit international, comme non autonomes, à savoir les îles Vierges britanniques, Montserrat et les îles Vierges américaines qui ne se sont pas encore prononcé sur leur statut constitutionnel.

Dans le cadre de ce mandat élargi, des pays tels que les Bermudes, les îles Turques-et-Caïques, les îles Caïmanes, Anguilla et d'autres pourraient également trouver un intérêt à s'associer aux travaux du CDCC, en particulier les pays qui, d'un point de vue historique, ont été isolés du reste de la région et de la communauté internationale.

C'est le CDCC, et peut-être lui seul, qui est le plus apte à faciliter la communication entre ces pays non indépendants des Caraïbes et le reste de la région.

Il est donc particulièrement significatif que la présidence du CDCC soit transmise d'un pays non indépendant à un autre; en effet, pour beaucoup de pays non indépendants des Caraïbes, le CDCC représente le seul moyen d'entrer en contact avec le système international; c'est pourquoi nous considérons que la consolidation du CDCC est indispensable pour poursuivre et développer la coopération à l'échelon plus vaste des Caraïbes, conformément à la perspective formulée en 1975 par le docteur Williams et ses collègues.

Madame le Premier ministre, messieurs les ministres,

Tous ces éléments font apparaître un fait évident: il existe, dans les Caraïbes, plus de pays non indépendants que dans n'importe quelle autre région du monde et, après l'indépendance de la Namibie, les yeux de la communauté internationale se tourneront vers notre région, ainsi que vers le Pacifique, au moment où les Nations Unies, dont le CDCC fait partie, a désigné la période 1990-2000 comme Décennie internationale pour l'éradication du colonialisme.

Le système des Nations Unies devra donc fournir les ressources appropriées pour résoudre ces problèmes.

Les récentes modifications constitutionnelles intervenues à Anguilla, Montserrat, Porto Rico, les îles Vierges et dans d'autres pays non indépendants des Caraïbes démontrent que la question de la décolonisation est particulièrement à l'ordre du jour dans les Caraïbes et que l'Organisation des Nations Unies est depuis longtemps consciente du fait que la participation des pays non indépendants au sein du système des Nations Unies constitue un facteur qui favorise l'évolution de ces pays sur le plan économique et constitutionnel.

Dans le cadre du trentième anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur la décolonisation de 1960, un important séminaire concernant la situation économique et constitutionnelle des pays non indépendants des Caraïbes aura lieu en 1990 dans notre région; les gouvernements des Caraïbes sont appelés à jouer un rôle actif dans l'organisation de ces séminaires ainsi que d'autres activités prévues au cours de cette période.

Lors de la dixième session du CDCC tenue à Port-of-Spain, mon gouvernement a présenté une résolution, qui a été ensuite approuvée par les ministres présents à cette session, concernant la participation des pays non indépendants des Caraïbes aux programmes et activités du système des Nations Unies.

Une résolution visant à poursuivre cet examen a été adoptée à la onzième session mais n'a pas été dûment mise en oeuvre.

Ces résolutions ont été soigneusement élaborées à la lumière du domaine de compétence du CDCC, ainsi qu'en exécution des résolutions pertinentes adoptées, depuis 1950, par l'Assemblée générale des Nations Unies et dans lesquelles celle-ci insiste sur la nécessité d'une participation directe des pays non indépendants au système plus vaste des Nations Unies, en tant que mécanisme susceptible de favoriser leur développement économique.

Bien évidemment, les résolutions du CDCC ou de tout autre organisme intergouvernemental ne sont effectives que dans la mesure où elles sont dûment mises en oeuvre.

Il convient de féliciter la CEPALC, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'Unesco et le PNUD, d'avoir adopté les mesures pertinentes pour permettre la participation des pays non indépendants à leur programme.

Toutefois, la plupart des institutions des Nations Unies susceptibles de fournir l'assistance technique et autre que requièrent ces pays pour favoriser leur processus de développement sont peu conscients de la responsabilité qui leur incombe pour faciliter la participation de ces pays non indépendants au sein du système des Nations Unies.

Dans les Caraïbes, le CDCC est la seule institution directement liée aux Nations Unies et c'est donc à lui qu'il incombe de favoriser l'accès de ces pays au système plus large de l'Organisation des Nations Unies.

C'est à la lumière de ces antécédents que les résolutions pertinentes ont été adoptées à la dixième et onzième sessions du CDCC.

Cependant, les interprétations quant à la façon de mettre en oeuvre les directives peuvent varier et la façon dont le Secrétariat a exécuté les dispositions de la résolution selon laquelle il avait été chargé "d'examiner l'accès des pays non indépendants des Caraïbes aux programmes et activités du système des Nations Unies" ne correspond pas à l'esprit de cette résolution.

Mon gouvernement regrette que cet aspect essentiel du plan d'action en faveur des petits pays insulaires en développement ait été mal interprété par le Secrétariat, bien que le président ait, à plusieurs reprises, tenté de préciser le véritable objectif de cette résolution.

Un examen rétrospectif fait apparaître qu'il est indispensable de posséder une connaissance approfondie des différents arrangements constitutionnels des diverses entités existant dans les pays non indépendants des Caraïbes afin d'exécuter correctement les directives des gouvernements des Caraïbes dans ce domaine et de donner un sens au concept même de région des Caraïbes, qui constitue la raison d'être du CDCC.

Par conséquent, et pour faciliter l'exécution de ce mandat, mon gouvernement présentera à cette douzième session du CDCC une résolution concernant la création d'un groupe de travail des pays non indépendants des

Caraïbes chargé de faciliter la participation de ces pays aux programmes et aux activités du système plus large des Nations Unies et de favoriser l'atteinte de l'objectif de coopération économique et technique entre les pays non indépendants des Caraïbes et la région des Caraïbes, conformément aux résolutions du CDCC et de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Madame le Premier ministre, messieurs les ministres,

L'un des aspects les plus délicats de cette fonction de président consistait à favoriser l'insertion du CDCC au sein de la communauté internationale en tant qu'institution régionale solide et dynamique, susceptible de jouer un rôle important dans le développement économique des Caraïbes.

L'une des priorités les plus immédiates consistait donc à améliorer l'image du CDCC de façon à ce que cette institution joue le rôle complémentaire qui lui incombe parmi d'autres institutions dynamiques existant au sein des Caraïbes, telles que la CARICOM et l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OEEO).

En sa qualité de président, mon gouvernement a participé à une série de réunions internationales dans ce domaine, en particulier du Comité spécial de la décolonisation des Nations Unies, de la quatrième Commission des Nations Unies, à deux missions d'étude sur les Caraïbes du Congrès des Etats-Unis d'Amérique à la Barbade et en Jamaïque, respectivement, ainsi qu'à la Conférence de Porto Rico sur le commerce et l'investissement ainsi qu'à d'autres instances où ont été présentés les éléments d'appréciation nécessaires sur le rôle du CDCC dans le développement socio-économique de la région.

J'espère que ces activités et d'autres menées par mon gouvernement aient contribué à favoriser la prise de conscience quant à l'importance du CDCC pour le développement et la coopération dans la région et que toutes ces démarches aient servi à illustrer le potentiel du CDCC en tant qu'institution dynamique des Caraïbes, et, dans le même temps, d'orientation quant à l'étude critique de son rôle et son fonctionnement.

C'est avec orgueil et diligence et, je l'espère aussi, avec distinction, que nous avons servi les gouvernements du CDCC.

Madame le Premier ministre, messieurs les ministres,

Au nom de tous les gouvernements du CDCC, je vous souhaite le plus grand succès dans l'exercice de votre fonction en tant que Président de cette institution et dans la poursuite de cet examen important qu'il faudra mener pour déterminer la façon dont le CDCC peut répondre aux besoins des gouvernements. Je suis convaincu que, pour ce faire, vous pourrez compter sur l'appui le plus résolu des gouvernements du CDCC ainsi que sur notre collaboration permanente dans les mois à venir.

Je vous remercie.

## Annexe III

ALLOCUTION PRONONCEE PAR MONSIEUR GERT ROSENTHAL,  
SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES

Madame le Premier ministre des Antilles néerlandaises,  
Messieurs les ministres et représentants des pays membres du CDCC,  
Chers collègues,  
Mesdames et messieurs,

En premier lieu, c'est pour moi une très grande satisfaction d'avoir le privilège de rencontrer à nouveau tant de personnalités éminentes des Caraïbes à cette importante réunion intergouvernementale qui sert à promouvoir la coopération et la compréhension entre les pays et les territoires des Caraïbes, et entre ces derniers et l'Amérique latine.

J'aimerais également vous exprimer ma reconnaissance, Madame le Premier ministre, pour le concours que vous-même et vos collègues avez prêté à la préparation de cette conférence. Je suis convaincu que ce splendide Centre du commerce international contribuera au bon déroulement de la douzième session du Comité de coopération et de développement des Caraïbes. J'aimerais également vous remercier, non seulement du soutien permanent que vous apportez aux activités du CDCC mais également de votre participation très active au sein de la CEPALC depuis l'admission des Antilles néerlandaises en 1981. Et finalement, j'aimerais remercier le gouvernement des îles Vierges américaines, qui a occupé la présidence du CDCC depuis 1988 du rôle qu'il a joué dans la promotion de nos activités. Mes remerciements s'adressent particulièrement au Docteur Carlyle Corbin pour les efforts qu'il a déployé et l'enthousiasme dont il a fait preuve dans l'exercice de ses fonctions.

Madame le Premier ministre, messieurs les délégués,

Avec le temps, les Caraïbes ont joué un rôle de plus en plus actif au sein des Nations Unies et de ses différentes instances. De son côté, l'Organisation des Nations Unies s'est efforcée de diversifier ses activités dans les Caraïbes. A titre d'exemple, une petite fraction de l'Organisation, à savoir le CDCC, est actuellement présente dans la région. Le Comité, par le biais de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a pu étendre son influence jusqu'au Conseil économique et social et, partant, jusqu'à l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette instance permet donc aux pays et aux territoires de cette région de faire part de leurs préoccupations au reste des pays membres de l'Organisation des Nations Unies.

L'Organisation connaît actuellement un intéressant regain de vitalité. En effet, la tendance à la détente entre les deux grandes puissances s'est traduite par d'importants changements politiques sur le plan des relations internationales et une revitalisation de la diplomatie multilatérale, ce qui implique, pour l'Organisation et son Secrétaire général, de nouvelles et importantes responsabilités. De nombreux exemples confirment cette affirmation: le déroulement récent d'élections en Namibie (j'ai le plaisir



d'informer que 26 membres du Secrétariat de la CEPALC, dont quatre du Bureau de Port-of-Spain, ont participé en qualité de volontaires à cet important événement); les activités menées en Amérique centrale pour suivre le processus électoral au Nicaragua et contrôler le respect des accords de paix conclus par les présidents de l'Amérique centrale; et les efforts de paix déployés du Golfe persique au Sahara occidental et d'Afghanistan à Chypre.

Parallèlement aux progrès notables accomplis en termes de maintien de la paix, il existe une prise de conscience croissante quant à l'existence d'autres problèmes, tels que la dégradation de l'environnement, la lutte contre le Sida, le droit de la mer et l'augmentation du trafic des stupéfiants, autant de problèmes dont la gravité requiert une action internationale coordonnée dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

Dans le même ordre d'idées, le nouveau climat de coopération responsable aura, à mon sens, des répercussions dans les domaines économique et social. Plusieurs faits importants devraient favoriser la réalisation d'un effort renouvelé en matière de problèmes économiques internationaux et de développement: une nouvelle Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie pour le développement et la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1990 consacrée à la coopération économique internationale, et en particulier à la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement. Dans le cadre de ces activités, d'importants problèmes seront abordés, et notamment la dette extérieure, la pauvreté et les questions liées au commerce international, autant de facteurs qui présentent également une grande importance pour les Caraïbes. Une autre réunion internationale présentant un intérêt particulier pour les Caraïbes est la Conférence sur les pays insulaires en développement qui aura lieu en 1990. Je suis convaincu que les débats que nous mènerons au cours des deux prochains jours constitueront un apport important aux travaux préparatoires de ces deux réunions, du point de vue de la région des Caraïbes.

Notre Commission économique participe, et continuera de participer très activement, à ces activités globales. Nous contribuerons également à l'élaboration de propositions visant à aider les responsables de la prise de décisions politiques à aborder certains des principaux problèmes de développement de la décennie 90: comment favoriser la reprise de la croissance, comment promouvoir le développement humain et comment manoeuvrer dans un environnement économique international de plus en plus complexe. A cet égard, nous avons organisé, au cours de ces derniers mois, plusieurs séminaires destinés aux fonctionnaires publics, et notamment une réunion de travail avec des fonctionnaires des délégations représentant les Etats membres à New York, tenue à Washington, D.C., en septembre dernier. En ce qui concerne l'avenir, la CEPALC organisera deux réunions au début de 1990. En premier lieu, le Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) qui regroupe les pays en développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, se réunira à La Paz (Bolivie), du 5 au 8 mars, dans le cadre des travaux préparatoires de la deuxième réunion, à savoir la session biennale de la Commission qui se tiendra à Caracas début mai. En tant que partie intégrante de la Commission régionale, le CDCC peut également servir une fois encore de courroie de transmission des intérêts des pays des Caraïbes à l'échelon plus

vaste d'une instance régionale. C'est pourquoi j'espère que les pays membres participeront de façon active à ces deux réunions.

Le CDCC n'offre pas seulement la possibilité d'établir des relations à l'échelon global, mais aussi à l'échelon régional et sous-régional. Cette dernière fonction répond à l'un de ses principaux objectifs, à savoir favoriser le rapprochement entre l'Amérique latine et les Caraïbes. L'importance de cet objectif vient d'être confirmée par les chefs des gouvernements de la CARICOM lors de leur dernière conférence tenue en juillet 1989. La possibilité d'accroître les échanges réciproques présente un intérêt particulier et je me suis réjoui de lire les déclarations récemment formulées par l'Ambassadeur Charles Flemming de Sainte-Lucie selon lesquelles l'établissement de relations plus étroites avec l'Amérique latine pourrait être particulièrement bénéfique pour les pays des Caraïbes. Il serait donc souhaitable que les Etats membres et le Secrétariat de la CEPALC accordent une attention particulière à cette question au cours de cette réunion afin d'élaborer des propositions concrètes d'action.

Les Caraïbes traversent également une période de changement. Bien entendu, cette évolution n'est pas toujours positive mais, quoiqu'il en soit, la région est loin d'être inactive. Tout comme pour l'Amérique latine, des résultats mitigés ont été enregistrés l'année dernière, qui a également été porteuse d'une promesse de temps meilleurs pour l'avenir. Nous avons profondément déploré les dommages considérables causés par l'ouragan Hugo, en particulier à Antigua-et-Barbuda, dans les îles Vierges américaines et britanniques, à la Dominique, à Montserrat et à Saint-Christophe-et-Nièves. Cependant, les pays touchés ont fait preuve d'une capacité d'adaptation remarquable dans les tâches de relèvement et de reconstruction; je me permets d'ajouter qu'une contribution des Nations Unies est attendue en ce sens. La CEPALC souhaite également, chaque fois que cela sera nécessaire, mettre à votre disposition les services de ses experts quant à l'évaluation des conséquences économiques de ce type de catastrophes naturelles.

En ce qui concerne le domaine politique, et probablement à la suite de la "relève de la garde" récemment intervenue dans cinq pays, il existe un sentiment généralisé de rénovation et d'espoir ainsi que de consolidation des anciens principes démocratiques. En matière économique, et en dépit des problèmes rencontrés par de nombreux pays —auxquels je souhaite m'adresser ici— certains progrès ont été enregistrés, en particulier en ce qui concerne les petits pays insulaires. Une tendance plus dynamique à l'intégration économique dans les Caraïbes vient s'ajouter au sentiment d'optimisme modéré qui tempère en quelque sorte les appréhensions naturelles que nous ressentons vis-à-vis de l'avenir.

A cet égard, la création du CDCC, en tant qu'organisme intergouvernemental sous-régional, répond également au besoin de favoriser la coopération au sein des Caraïbes. C'est pourquoi ses activités doivent viser à renforcer celles d'autres organisations plus spécialisées des Caraïbes, telles que les secrétariats de la CARICOM et de l'OECD et la Banque de développement des Caraïbes. Nous saluons ces organisations et formulons à nouveau notre désir d'établir avec elles d'étroites relations de travail.



En ce qui a trait à la situation économique globale de l'Amérique latine et des Caraïbes, il existe sans aucun doute une très grande diversité quant aux résultats économiques des pays de la région. A la fin 1989, la plupart des pays de l'Amérique latine continuait de faire face au double problème de la stagnation et des taux élevés d'inflation, aggravé par l'obligation d'honorer le service de la dette extérieure et l'accès limité à de nouveaux crédits extérieurs. C'est pourquoi l'ensemble de la région continue de présenter le même syndrome complexe de déséquilibres structurels accompagnés de déficits budgétaires, de faibles niveaux d'investissement, la stagnation et l'inflation. Le fait qu'à la fin 1989, le PNB réel par habitant ait été, en moyenne, inférieur de 10 p.100 au niveau atteint en 1980 démontre la faible performance, du point de vue global, de la région dans les domaines économique et social.

En ce qui concerne les pays des Caraïbes, ceux-ci présentent une diversité encore plus grande que l'Amérique latine. Dans l'ensemble, les Etats de l'OECO continuent d'enregistrer des taux de croissance relativement élevés, alors que les plus grands pays ont montré certaines caractéristiques assez proches de celles que je viens de décrire pour la plupart des pays de l'Amérique latine. Malheureusement, les données disponibles pour 1989 nous font penser que cette situation ne s'est pas améliorée; bien que cette situation puisse être attribuée, partiellement, aux catastrophes naturelles —les deux grands ouragans qui ont frappé les Caraïbes en 1988 et en 1989 ont certainement eu des effets négatifs sur le développement économique—, certaines contraintes extérieures telles que le problème de l'endettement et les facteurs structurels internes constituent encore des obstacles sérieux et parfois infranchissables en termes de développement économique.

Face à cette situation, et conformément aux demandes formulées à la onzième session du CDCC, le Secrétariat de la CEPALC du siège de Port-of-Spain a élaboré deux documents généraux sur certaines questions qui sont directement liées aux résultats économiques des pays de la région. Il s'agit, en premier lieu, d'une étude sur l'évolution économique des pays des Caraïbes en 1988 (A Brief Overview of Economic Activities of Caribbean Countries - 1988) (LC/CAR/G.279) à la lumière de la situation économique mondiale. En deuxième lieu, le document intitulé "The Impact of External Sector Developments on Caribbean Economic Performance 1983-1988" comprend un examen de la situation du commerce extérieur de la région ainsi que certaines propositions visant à son développement. Cette réunion constitue, à mon sens, une excellente possibilité de réfléchir sur les enseignements que nous a laissés la décennie 1980 et sur la façon dont ces enseignements peuvent être mis à profit pour progresser dans les années 90.

Comme il est souligné dans cette étude, il faudra déployer de grands efforts en termes de compétitivité; en effet, les arrangements préférentiels grâce auxquels les secteurs traditionnels ont été protégés et ont pu survivre ne dureront pas éternellement. A plus long terme, il faudra mettre l'accent sur l'accroissement de la productivité de l'ensemble de l'économie, qui constitue la seule façon possible d'élever le niveau de vie des populations de l'Amérique latine et des Caraïbes. A cet égard, il faudra identifier et encourager les industries ou les activités non traditionnelles suffisamment spécialisées pour être rentables sur un plan relativement réduit, répondant à la situation existant dans la région. La compétitivité des exportations des

Caraïbes passe par l'application, dans la phase de production, d'un savoir-faire, de techniques et de technologies plus avancés, autant de facteurs qui mettent en évidence l'importance de la formation des ressources humaines. Et finalement, il faudra dûment tenir compte de la situation très particulière des petits pays insulaires en développement. Le Secrétariat de la CEPALC est disposé à aider les gouvernements de la région dans les efforts qu'ils déploient pour remplir toutes ces conditions indispensables à une croissance soutenue dans l'avenir.

Madame le Premier ministre, messieurs les délégués,

Avant de conclure cet exposé, j'aimerais mentionner une question qui nous préoccupe tous: comment s'acquitter des tâches qui nous sont confiées par nos gouvernements dans le cadre des contraintes financières qui continuent de frapper les Nations Unies. Nul n'ignore que l'Assemblée générale a imposé une réduction du personnel et des ressources. Fort heureusement, le siège sous-régional pour les Caraïbes a fait l'objet d'une réduction moins brutale que le reste du Secrétariat des Nations Unies. Certains Etats membres ont formulé plusieurs suggestions, lors de la onzième session du CDCC, quant au fonctionnement adéquat du siège sous-régional pour les Caraïbes et je peux vous garantir que ces propositions ont fait l'objet d'un examen très attentif au cours de ces derniers mois. J'ai pris contact avec le Président du CDCC pour aborder certains aspects spécifiques relatifs au personnel de la CEPALC et, dans le contexte des fortes restrictions existantes, je crois que certains progrès ont été accomplis. C'est ainsi, par exemple, que nous nous sommes efforcés de mettre en oeuvre les programmes prioritaires et de chercher de ressources extra-budgétaires supplémentaires pour compléter les fonds réduits prévus dans le budget ordinaire.

J'aimerais, pour terminer, exprimer l'engagement sincère du Secrétariat de la CEPALC à l'égard du Comité de développement et de coopération des Caraïbes. Nous déployons nos meilleurs efforts pour contribuer au développement économique et social des Caraïbes, tant par le biais du siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, qui est exclusivement consacré à la région des Caraïbes, que par le soutien fourni par notre personnel du siège. Nous espérons sincèrement que les ministres réunis ici nous communiquent leurs idées et les principes directeurs nécessaires pour que notre contribution réponde d'une façon plus effective aux besoins des Etats membres.

Merci.

## Annexe IV

ALLOCUTION PRONONCEE PAR SON EXCELLENCE MADAME MARIA LIBERIA-PETERS,  
PREMIER MINISTRE DES ANTILLES NEERLANDAISES

C'est pour moi un honneur et un grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue aujourd'hui au nom du gouvernement des Antilles néerlandaises et du peuple de Curaçao, Bonaire, Saint-Martin, Saba et Saint-Eustache à l'occasion de cette douzième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes.

Je suis d'autant plus heureuse de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui que mon pays sert d'hôte à une conférence aussi importante et que nous pouvons partager avec vous et vous faire connaître les installations du Centre du commerce international (ITC) de Curaçao.

Comme vous pouvez le voir, l'ITC constitue une excellente infrastructure de réunions et de conférences à l'échelon international. D'autre part, l'ITC appuie également les activités liées au commerce international.

Il favorise l'établissement de nouvelles relations commerciales entre les Caraïbes, le reste de l'Amérique latine et les marchés américain et européen. C'est pourquoi il nous semble particulièrement adéquat que cette conférence du CDCC soit effectuée dans cet établissement et cette atmosphère.

Pendant des siècles, Curaçao, grâce à ses ressources humaines particulièrement douées en matière de commerce, a été considéré comme une île propice aux affaires dans les Caraïbes. Les Antilles néerlandaises, et en particulier l'île de Curaçao, jouent depuis longtemps un rôle important en tant que port de transit et centre international du commerce et de la distribution des biens et des marchandises.

Mesdames et messieurs,

Nous assistons actuellement, à l'échelon mondial, à la formation, dans plusieurs parties du globe, de nouveaux blocs économiques. Nul n'ignore que les pays des Caraïbes suivent de près et adoptent des mesures pertinentes face à cette évolution.

En ce qui concerne l'Europe, le processus d'intégration du Marché commun européen s'intensifie et devrait conduire à la création d'un marché unique en 1992. Il est indispensable, pour les pays des Caraïbes, de s'unir et de mettre au point une stratégie commune répondant à nos besoins en tant que région et non pas à nos besoins individuels parfois divergents en tant que pays.

Les pays européens, malgré toutes leurs différences sociales et culturelles, ont découvert l'importance d'une intégration économique régionale et ont adopté les mesures nécessaires pour progresser en ce sens. Les pays des Caraïbes ont l'obligation d'imiter cet itinéraire exemplaire de l'Europe.

Toutefois, il serait injuste de ma part de ne pas reconnaître que les pays des Caraïbes ont également pris de plus en plus conscience de leur origine commune et ont amorcé une coopération par l'intermédiaire d'organisations régionales visant à résoudre nos problèmes de développement.

Quelle est la raison d'être de cette coopération? Elle répond à notre engagement vis-à-vis de notre cause. Et notre cause est le développement de notre région moyennant des rapports plus étroits de coopération. De profonds changements sont intervenus sur le plan de la structure de l'économie mondiale. L'objectif final est que toutes les nations puissent garantir à leur population un meilleur ordre économique dans lequel ils puissent vivre et se développer en paix et harmonie.

Nous avons cessé d'attendre que la manne tombe du ciel pour résoudre nos problèmes. C'est à nous qu'il revient de prendre les mesures nécessaires pour assurer notre développement futur. C'est pourquoi cette réunion du Comité de développement et de coopération des Caraïbes revêt la plus haute importance.

Je comprends dès lors que certains pays membres aient formulé certaines critiques quant à son fonctionnement. Les critiques peuvent être très constructives car elles nous obligent à réviser constamment notre action de façon à effectuer les ajustements nécessaires.

Mais dès lors que ces préoccupations des pays membres concernant le fonctionnement du CDCC deviennent réitératives, il est extrêmement important qu'elles soient formulées de façon constructive parce qu'il s'agit de l'instance appelée, au premier chef, à servir de véhicule à la coopération et au développement et, partant, au progrès de nos pays respectifs et de l'ensemble de la région.

J'aimerais souligner ici l'importance du rôle du CDCC dans le cadre de la politique visant à établir et à consolider nos liens avec le reste des Caraïbes.

A l'issue des débats de la réunion technique et des conversations tenues avec d'autres dirigeants des pays des Caraïbes, il ne fait aucune doute, à mon avis, que la plupart des gouvernements des pays membres du CDCC souhaitent sincèrement que cette organisation soit maintenue. Ils souhaitent également améliorer la qualité de l'apport du CDCC au processus de développement dans la région.

Toutefois, certains problèmes au sein de cette organisation ont poussé certains dirigeants des pays membres à remettre en question l'existence du CDCC. Je suis personnellement convaincue qu'il ne faut pas désister.

Il existe une interaction croissante entre nos populations à différents niveaux. Ceci, ainsi que le fait même de partager le même espace géographique et les mêmes ressources écologiques fragiles, nous oblige à adapter constamment le CDCC à la compréhension de nos problèmes. Nous devons en faire un organisme capable de répondre à nos besoins et à nos aspirations. Nous devons en faire un mécanisme permettant l'échange d'idées et de ressources d'une façon qui nous soit bénéfique à tous.

C'est précisément à cause de tous ces facteurs que le point concernant "le rôle et le fonctionnement du CDCC" est l'un des plus importants de l'ordre du jour. Malgré son importance, il n'en faut pas nécessairement éterniser la discussion. Nous semblons tous accepter la validité et le bien-fondé des objectifs originaux. Par conséquent, le débat sur le rôle que doit jouer l'organisation devra céder le pas, dans un avenir immédiat, à l'adoption de mesures concrètes.

C'est pourquoi je m'engage solennellement à travailler en étroite collaboration avec les représentants des pays membres du CDCC, avec le Secrétariat du CDCC, avec le Secrétariat de la CEPALC à Santiago et avec tous les autres organismes pertinents afin de garantir, l'année prochaine, la réalisation de progrès considérables dans un certain nombre de domaines spécifiques liés au rôle et au fonctionnement du CDCC.

Ces domaines comprennent les questions suivantes:

1. Le rapport entre le CDCC et la CEPALC;
2. La relation entre le CDCC et ses Etats membres, et notamment le besoin que le Secrétariat du CDCC réponde aux directives de et soit responsable face à ces gouvernements;
3. La nécessité pour le CDCC de consacrer une partie importante de ses efforts et de ses ressources à l'amélioration des relations existant au sein de la famille du CDCC, supprimant, pour ce faire, les dernières barrières historiques;
4. La nécessité, pour cette organisation, de jouer un rôle beaucoup plus effectif en tant que passerelle unissant nos pays, les Etats membres du CDCC et le reste de l'Amérique latine et de la région des Caraïbes;
5. Le rôle du CDCC consistant à assurer, à nos pays et à nos peuples, l'accès à une partie juste et raisonnable des ressources disponibles au sein du système des Nations Unies, et en particulier de la CEPALC.

Nous partageons manifestement un destin commun, et il est hors de doute qu'à l'horizon 1992 et de l'unification prochaine de l'Europe, nos petites communautés doivent parvenir à un consensus en ce qui concerne la conclusion d'accords concrets susceptibles de favoriser l'expansion de notre coopération régionale.

Les conférences internationales sont trop souvent l'occasion de grands discours qui mettent l'accent sur la volonté de coopération et sur l'identité de nos cultures, mais qui conduisent rarement à la formulation concrète de propositions et d'engagements.

Mais nous sommes tous d'accord pour reconnaître que la raison d'être de cette réunion n'est pas de formuler des vœux pieux ou de formuler des prophéties dont nous doutons nous-mêmes de l'issue.

Nous affrontons depuis peu la possibilité d'une communauté européenne encore plus vaste, à mesure que disparaissent les murs qui séparaient

l'Europe de l'Est des pays de la Communauté économique européenne; c'est pourquoi nous avons plus que jamais l'obligation d'envisager la possibilité d'une coopération plus étroite en tant qu'élément-clé du processus de développement de la région des Caraïbes. Au cours de ladite conférence de Miami, tenue il y a peu, j'ai une fois de plus signalé que, tout comme les Etats-Unis et le Canada avaient également décidé de supprimer les barrières commerciales pour ouvrir mutuellement leurs marchés respectifs, les pays du bassin des Caraïbes devraient également amorcer ce type d'ouverture.

Mais comme l'ont signalé différents chefs de gouvernement présents à la conférence, nous devons agir sur la base d'un consensus. Les Etats-Unis d'Amérique et le Canada étant deux grandes puissances —sans préjudice de leurs intérêts particuliers— il semble plus facile d'arriver à des accords car chacun d'eux constitue un seul grand pays; dans notre cas, au contraire, les Etats-Unis et le Canada devraient traiter avec la plupart des trente-huit pays différents de la région.

Il est donc indispensable, dans ce type de processus politique, que le consensus politique soit basé sur le concept d'unité des Caraïbes; il faut néanmoins souligner que ce consensus ne pourra être atteint que dans la mesure où ce concept d'unité repose sur des données économiques solides qui démontrent les avantages de cette unité par rapport aux efforts isolés de petites économies insulaires qui se font souvent concurrence pour pouvoir survivre.

La réalisation d'une étude sur la situation de nos petites économies insulaires au cours de la prochaine décennie est donc amplement justifiée. Ce type d'étude présente l'avantage de contribuer à favoriser l'émergence de concepts pouvant faire l'objet d'une analyse plus approfondie et de scénarios intéressants quant aux possibilités de mener à bien le processus de développement dans cette région du monde.

Il est incroyable que le monde occidental ne soit pas encore tout à fait convaincu du fait qu'on ne peut maintenir éternellement la classification entre pays riches qui, en outre, s'associent pour former des blocs puissants, et pays pauvres qui ne réussissent pas à trouver la façon d'unir leurs forces. Il ne fait aucun doute que les problèmes de développement se traduiront par des conflits entre riches et pauvres, même à l'échelon international.

Nous devons être en mesure de faire comprendre, d'une façon très claire, au monde occidental la nécessité d'accorder une attention permanente, du point de vue économique et moral, aux problèmes de développement. Mais nous ne pouvons solliciter cette attention que dans la mesure où nous prenons nous-mêmes des initiatives susceptibles de faire l'objet de l'attention internationale et de servir de point de départ à un examen global.

Afin d'obtenir une vision historique globale du développement des Caraïbes, je lance ici un appel en faveur de la création d'une école des Caraïbes ou peut-être d'une faculté d'historiens et d'économistes qui pourraient nous aider à élaborer des modèles de coopération des Caraïbes dans le cadre desquels le besoin d'unification pourrait résoudre les problèmes des petits pays insulaires.

Cependant, nous devons peut-être reculer d'un pas pour effectuer un bond en avant dans un avenir très proche. Si nous restons au stade de la rhétorique, nous ne ferons que participer à une comédie de dupes; et nous aurions tort également de penser que la solution passe par des arrangements partiels et par des consensus sur des questions secondaires.

A cet égard, j'aimerais à nouveau souligner le fait que les événements récents intervenus en Europe sont allés au-delà de l'histoire et peuvent conduire à l'émergence d'une Europe encore plus forte, dont le développement pourrait se réaliser au détriment de nos pays du Tiers Monde. Vous n'ignorez sans doute pas le fait que, dans certaines instances, plusieurs pays ont fait part de leur intérêt d'étendre également leurs efforts de développement aux pays de l'Europe de l'Est. Ces déclarations pourraient avoir de graves conséquences pour notre région et le reste du Tiers Monde, car elles impliquent une nouvelle diminution de l'aide au Tiers Monde.

En tant que membre de l'hémisphère américain, je souhaite souligner notre solidarité avec les Etats-Unis d'Amérique mais, dans le même temps, en tant qu'ami des Etats-Unis, j'aimerais souligner le fait que ce pays devrait s'identifier davantage avec cette région qui appartient au continent américain.

L'assistance fournie par les Etats-Unis aux pays du Tiers Monde, qui représente 0.3 p.100 à peine de son produit national brut, est nettement inférieure à l'aide accordée par plusieurs pays européens, tels que les Pays-Bas, la France, la Norvège, la Suède et le Danemark.

Au cours de la conférence de Miami, le Premier ministre de la Jamaïque, M. Michael Manley, et de Sainte-Lucie, M. John Compton et moi-même avons mentionné, dans nos discours, des statistiques qui démontrent que les échanges commerciaux des Caraïbes vers les Etats-Unis ont subi une forte contraction et que d'autre part, la plupart de nos importations pour satisfaire nos besoins matériels sont en provenance des Etats-Unis.

Il ne suffit pas de nous réunir et de critiquer le fait que les Etats-Unis et les organismes américains ne tiennent pas suffisamment compte de nos besoins dans le cadre d'une coopération économique et sociale plus vaste et plus dynamique.

La solution consiste à nous réunir pour commencer à éliminer les barrières économiques et sociales qui nous empêchent d'établir des contacts réciproques. Nous sommes convaincus que le système de la CEPALC/CDCC a un rôle important à jouer dans le processus du développement de notre région; cette conviction s'est traduite par des actions concrètes. Je me réfère ici à deux projets qui, à mon sens, présentent une importance particulière: le projet concernant la suppression de barrières linguistiques et l'étude sur les femmes commerçantes dans les Caraïbes.

Les efforts déployés par les Antilles néerlandaises pour participer à la mise en oeuvre d'un des principaux projets du CDCC ont commencé il y a six ans. En 1983, nous avons accueilli la conférence régionale sur la suppression de barrières linguistiques dans les Caraïbes et nous avons présenté chaque année un rapport sur les activités accomplies aux sessions du CDCC.



Le fait d'avoir prêté nos services aux autres pays membres du CDCC nous a permis de connaître davantage la situation physique, politique et culturelle des autres pays des Caraïbes. Ceci s'est traduit, pour notre pays, par une ouverture vers les pays environnants des Caraïbes. Nous nous sommes également réjouis de voir que les pays membres accordent une grande importance à ce projet. Le principal problème auquel se heurtent la plupart des pays, y compris le nôtre, dans la mise en oeuvre de ce projet est d'en faire comprendre l'importance et le caractère prioritaire à l'ensemble de nos communautés.

Généralement, nous avons tendance à ne considérer comme prioritaires que les projets offrant de bénéfices économiques directs et à court terme. Cependant, ce projet relève du positivisme. Il s'agit de conscientiser les différentes populations des pays membres quant à l'existence de leur patrimoine commun. Ce projet nous a également fait prendre conscience du fait qu'il existe deux voies conduisant à l'intégration des peuples, et que les facteurs économiques ne doivent pas l'emporter sur les aspects culturels.

Il importe, à mon sens, de continuer de s'efforcer d'apprendre mutuellement nos différentes langues. C'est en effet la seule façon de mieux nous connaître et, ce rapprochement et cette compréhension aidant, d'être plus disposés à entreprendre des entreprises communes, y compris dans le domaine économique.

Il est particulièrement satisfaisant de constater que l'un des facteurs faisant obstacle au développement, à savoir le manque de chefs d'entreprise observé dans beaucoup de pays du Tiers Monde, est moins manifeste dans certains pays des Caraïbes, et en particulier dans mon pays. En effet, de nombreux entrepreneurs locaux sont récemment apparus au sein de cette communauté.

J'aimerais également attirer l'attention sur un mécanisme original récemment appliqué dans ce pays et grâce auquel les secteurs public et privé ont pu collaborer et contribuer à la croissance économique de notre pays. A cet égard, j'aimerais mentionner la création de la Curaçao Inc., qui regroupe un certain nombre d'entreprises concernées par le commerce et le transport, et qui collabore avec les autorités centrales et insulaires dans la promotion des possibilités d'investissement à Curaçao. Nous avons ainsi réussi à aménager une passerelle entre le secteur public et l'entreprise privée.

S'agissant du développement et de la coopération, nous nous référons également à nos ressources humaines: notre peuple, composé de gens sains et vigoureux qui devront assumer la responsabilité du progrès futur. C'est pourquoi, mesdames et messieurs, j'aimerais profiter de l'occasion qui m'est offerte pour me référer, brièvement, à l'oeuvre magnifique de certaines organisations non gouvernementales dans notre région. Un projet qui me tient particulièrement à coeur concerne la nécessité d'améliorer les soins périnataux dans la région. C'est précisément pour assumer cette immense responsabilité qu'a été créé l'Institut de périnatalogie des Caraïbes. Il s'agit d'une organisation authentiquement caraïbienne qui regroupe tous les experts régionaux disponibles en la matière. L'Institut de périnatalogie des Caraïbes devra s'efforcer d'améliorer les soins périnataux dans le cadre de restrictions financières de la région. Ces efforts méritent, à mon avis,



d'être soutenus. Les générations futures doivent être vigoureuses et saines afin de pouvoir relever le défi qui nous attend.

Pour conclure, j'aimerais souligner à nouveau le fait qu'il est indispensable, pour la région des Caraïbes, de conjuguer ses efforts et d'élaborer une stratégie commune répondant à nos besoins en tant que région et qu'il incombe précisément à cette conférence de contribuer à l'élaboration de ces stratégies.

Mesdames et messieurs,

J'ai l'honneur de proclamer ici l'ouverture officielle de la réunion ministérielle de la douzième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes.

## Annexe V

LISTE DE DOCUMENTS  
LIST OF DOCUMENTS  
LISTA DE DOCUMENTOS

LC/CAR/G.271

Informe de la Primera Reunión del Comité  
Examinador del Comité de Desarrollo y  
Cooperación del Caribe

Report of the First Meeting of the Monitoring  
Committee of the Caribbean Development and  
Co-operation Committee

Rapport de la première réunion du Comité  
d'examen du Comité de développement et de  
coopération des Caraïbes

LC/CAR/G.277

Informe de la Segunda Reunión del Comité  
Examinador del Comité de Desarrollo y  
Cooperación del Caribe

Report of the Second Meeting of the Monitoring  
Committee of the Caribbean Development and  
Co-operation Committee

Rapport de la deuxième réunion du Comité  
d'examen du Comité de développement et de  
coopération des Caraïbes

LC/CAR/G.278

The Impact of External Sector Developments on  
Caribbean Economic Performance, 1983-1988

LC/CAR/G.279

A Brief Overview of Economic Activities of  
Caribbean Countries - 1988

LC/CAR/G.280

Proyecto de Temario Provisional

Draft Provisional Agenda

Projet d'Ordre du jour provisoire

LC/CAR/G.280/Add.1

Temario Provisional Anotado

Annotated Provisional Agenda

Ordre du jour provisoire annoté

LC/CAR/G.281,  
LC/CAR/G.281/Add.1 y  
LC/CAR/G.281/Add.2

Ejecución del Programa de Trabajo del Comité de Desarrollo y Cooperación del Caribe 1988-1989

Implementation of the Work Programme of the Caribbean Development and Co-operation Committee 1988-1989

Mise en oeuvre du Programme de travail du Comité de développement et de coopération des Caraïbes 1988-1989

LC/CAR/G.282

Action taken on CDCC Resolutions and those of ECLAC and other United Nations Bodies

LC/CAR/G.283 y  
LC/CAR/G.283/Corr.1

Programa de Trabajo de la Subsele Regional para el Caribe de la CEPAL para el Primer Período del bienio 1990-1991

Work Programme of the ECLAC Subregional Headquarters for the Caribbean for the First Period of the 1990 - 1991 Biennium

Programme de travail du Siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes pour la première partie de l'exercice biennal 1990-1991

LC/CAR/G.284

Programa de Trabajo Propuesto de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe Subsele Regional del Caribe para el Bienio 1992-1993

Proposed Work Programme of the Economic Commission for Latin America and the Caribbean Subregional Headquarters for the Caribbean for the 1992 - 1993 Biennium.

Projet de Programme de travail du Siège sous-régional pour les Caraïbes de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes - exercice biennal 1992-1993

LC/CAR/G.285 y  
LC/CAR/G.285/Corr.1

El Plan de Mediano Plazo 1992-1997

Medium-Term Plan 1992-1997

Plan de moyen terme 1992-1997

LC/CAR/G.286 y  
LC/CAR/G.286/Corr.1

Minutes of the Tenth Executive Committee Meeting of the CCST

LC/CAR/G.288 y  
LC/CAR/G.288/Add.1

Summary of extrabudgetary projects undertaken by the CDCC Secretariat for the Biennium 1988-1989

## Annexe VI

## LISTE DES SIGLES MENTIONNES DANS CE DOCUMENT

ACDI	Agence canadienne de développement international
ACP	Groupe des Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
BDC	Banque de développement des Caraïbes
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CARISPLAN	Système d'information des Caraïbes pour la planification économique et sociale
CARNEID	Réseau d'innovations éducatives pour le développement dans les Caraïbes
CARSTIN	Réseau d'information sur la science et la technologie dans les Caraïbes
CCCRIS	Comité consultatif des Caraïbes sur les systèmes régionaux d'information
COQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CCST	Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie
CDC	Centre de documentation des Caraïbes
CDCC	Comité de développement et de coopération des Caraïbes
CDS/ISIS	Services de documentation informatisés/Réseau intégré de systèmes d'information
CEE	Communauté économique européenne
CEHI	Institut de santé environnementale des Caraïbes
CELADE	Centre latino-américain de démographie
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CRDI	Centre de recherches pour le développement international

CTPD	Coopération technique entre pays en développement
DTCD	Département de la coopération technique pour le développement des Nations Unies
ESTI	Entreprise de services de traduction et d'interprétation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FNULAD	Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues
GEPLACEA	Groupe des pays latino-américains et des Antilles exportateurs de sucre
ILANUD	Institut latino-américain des Nations Unies pour la prévention du délit et le traitement du délinquant
ILPES	Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale
INFOLAC	Programme régional pour le renforcement de la coopération entre réseaux et systèmes nationaux d'information pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes
INTAL	Institut pour l'intégration de l'Amérique latine
OECC	Organisation des Etats des Caraïbes orientales
OIT	Organisation internationale du travail
OLADE	Organisation latino-américaine de l'énergie
OMI	Organisation maritime internationale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PIDU	Groupe de l'information sur les brevets et la documentation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
REDATAM	Recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur
SDI	Diffusion sélective d'information

SELA	Système économique latino-américain
SETEL	Société européenne de téléguidance
SPQRCDT	Département des affaires politiques, de la coopération régionale, de la tutelle et de la décolonisation
UNCTC	Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales
UNDRO	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
WID	Programme sur la femme et le développement



